

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

LES CHAMBRES RENTRENT...

La lutte contre la vie chère
La retraite des vieux travailleurs

L'amnistie intégrale

L'abrogation des lois scélérates

Autant de promesses "oubliées" par les parlementaires.

L'action directe des travailleurs seule peut rafraîchir la mémoire des élus.

Staline à l'action!

C'EST UN TRUST STALINIEU QUI, PAR L'INTERMEDIAIRE DE L'ITALIE, FOURNIT SON PETROLE A FRANCO!

Les hautes toitures du Vel d'Hiv retiennent souvent depuis 16 mois de cette clameur : *Blum à l'action!* Blum est dur d'oreille quand c'est le peuple qui crie. Lui et ses amis socialistes n'entendent vraiment bien que les sirènes du Foreign Office. Aussi les crieurs finirent-ils par se lasser. Il est vrai qu'une longue tradition qui remonte peut-être à Mazarin — « Ils chantent, ils paieront... » — indique aux gouvernants que le peuple ne les inquiète que lorsque les chants et les cris cessent pour faire place à l'action. On se demandait pourquoi cette action, les communistes qui avaient alors le contrôle presque total des masses s'en remettaient à Blum du soin de la déclencher.

A cela plusieurs raisons dont les considérations du jeu impérialiste en Occident sont certainement au premier rang. Mais ce que jusqu'ici on ignorait, c'est que s'ajoutent à ces causes de vulgaires raisons de profits commerciaux. L'œuvre de jeudi vient de révéler que le consortium russe Naphta, dont le siège est à Moscou, n'a pas cessé de fournir à Franco le pétrole dont il a besoin.

Le fait est navrant, incroyable qu'à ceux qui s'imaginent encore que l'intervention russe en Espagne avait de nobles mobiles. On s'aperçoit maintenant que tout comme la France et l'Angleterre, la Russie misait sur les deux tableaux.

— Dites, camarades communistes, si après avoir vainement crié Blum à l'action! vous changez maintenant Blum par Staline?

IL Y A UN AN...

La vie et l'exemple de Durruti

Notre camarade Robert Lefranc retrace ci-dessous la vie militante de notre inoubliable Durruti.

Il y aura un an le 20 novembre que Durruti était tué dans Madrid d'une balle reçue dans la région du cœur. Avec lui c'est aussi la révolution qui fut atteinte dans sa chair

On pourrait écrire, sur la vie de Durruti, comme sur celle d'Ascaso et de bien d'autres combattants de l'anarchisme en Espagne, un livre entier. Je connais, pour ma part, certaines de ses aventures, des anecdotes suffisantes pour faire des narrations à part, des chapitres épars d'une œuvre d'ensemble. Et comme il faudrait situer l'homme dans les milieux et les époques où il a lutté, comme il faudrait, en outre, parler de tous les aspects de son activité, raconter la vie de Durruti serait retracer une des étapes les plus intéressantes et les plus extraordinaires du mouvement révolutionnaire mondial.

BARCELONE

Il était né à Léon, dans la vieille Castille, dont les habitants mêlent généralement la

vie. Nous ne sommes pas des idolâtres, mais nous devons bien admettre qu'à toutes les époques et surtout dans les périodes de bouleversement social, il est des personnalités qui par leur rayonnement exceptionnel modifient parfois le déroulement logique des faits matériels et impriment aux événements des directions.

Durruti était de ceux-là. Comme en était aussi Ascaso, le compagnon fidèle tombé le premier jour de la lutte. C'était, par l'absolu, une confiance que le peuple espagnol avait en lui, un orientateur. Il nous est bien permis d'imaginer que, lui présent, les événements qui par la suite se dérouleront eussent pu avoir un cours différent.

noblesse individuelle à une élévation morale qui les prédisposent à s'allier aux causes les plus belles, ou à ennobler celles auxquelles ils adhèrent. Keyserling a pu dire, à juste raison, que l'Espagne était la réserve spirituelle de l'Europe. Mais la Castille, la vieille Castille surtout, quelles que soient les tendances de ses habitants, était la plus grande force spirituelle d'Espagne.

Toute la famille de Durruti était socialiste, et, d'après les nouvelles que nous avons reçues, pas un membre n'a échappé aux fas-

camarades d'action fait face à l'attaque, pistolet au poing. Ils tombent les uns après les autres, comme ceux des autres syndicats, mais toujours de nouveaux camarades viennent les remplacer. Secrétaires, présidents, trésoriers des Syndicats, qui fonctionnent clandestinement, sont désignés aux balles par les mouchards. Et ils sont remplacés continuellement, par des hommes ou des jeunes gens qui semblaient souvent sans relief, et qui, du jour au lendemain, se conduisaient comme des héros.

Je ne suis pas au courant de l'évolution théorique de Durruti, je ne sais à quel moment elle se produisit. Mais toujours est-il qu'il ne tarda pas à prêter son aide à ceux qui luttèrent.

(Voir la suite en 3^e page.)

Perfide Albion...

Il n'est bruit, dans la presse, que des négociations ouvertes par la Grande-Bretagne avec l'Allemagne et l'Italie. Trahison! s'écrient les organes du Front populaire en dénonçant la politique du cabinet anglais coupable de rechercher, par les voies diplomatiques, la solution des difficultés où le monde se débat et, en particulier des problèmes espagnol et chinois. Il est de fait que le gouvernement anglais esquisse, pour le moment, une manœuvre d'envergure qui risque de laisser pantois nos candides idéologues. Ne proclamaient-ils pas que l'entente avec l'Angleterre était le fondement, la pierre angulaire de toute politique internationale? L'union des démocraties, en y comprenant évidemment l'U. R. S. S. et, s'il se pouvait, les Etats-Unis, telle était la grande pensée du règne. Bloc contre bloc! Il fallait dresser en face de la coalition des Etats totalitaires et belliqueux celle des Etats libres et pacifiques.

L'attitude actuelle de l'Angleterre dérange grandement cet aimable schéma. Le discours de M. Eden aux Communes affirmant que l'Angleterre ne tirerait l'épée que si les intérêts de l'Empire étaient menacés, les efforts de M. Neville Chamberlain pour se rapprocher de l'Italie fasciste, le voyage à Berlin de Lord Halifax porteur de propositions britanniques susceptibles de ramener l'Allemagne à une politique de collaboration, tout cet ensemble de manifestations prouvent trop clairement que la cause des démocraties est compromise. Il y a là un dément trop formel à certaine conception des rapports internationaux pour qu'il soit nécessaire de le souligner longuement.

(Voir la suite en 4^e page.)

Les partis ouvriers devant la guerre et la révolution

Des théoriciens marxistes déclarèrent naguère qu'en Europe, une guerre déterminerait nécessairement, en quelque sorte fatalement, une situation révolutionnaire. Dirigeants et propagandistes emboîteront le pas, et cette idée fut redite et réécrite bien des fois dans les organisations liées à la III^e Internationale.

A la suite des déclarations de Staline et du changement d'orientation du parti communiste français, certains, peu familiers avec les manières de procéder d'un parti socialiste autoritaire est amené à user pour ne point perdre l'oreille du prolétariat, pensèrent qu'une conception semblable à la guerre, condition favorable au déclenchement d'une révolution, serait absolument bannie des écrits et discours communistes. Il n'en fut rien : de temps à autre, plus ou moins nettement, les buts révolutionnaires du parti ont besoin d'être rappelés, pour que, chez les adhérents, point trop ne se ternissent les croyances et les espoirs...

Dans un article de « l'Humanité » du 11 novembre : il y a dix-neuf ans ! Marcel Cachin résumait à nouveau à ses lecteurs les rapports existant entre guerre et révolution : « Le 11 novembre 1918 mit fin à la tuerie qui durait depuis cinquante-deux mois... Trois empires exécutés, le russe, l'allemand, l'autrichien, venaient de s'effondrer. Ce qui prouvait, selon le mot de Jaurès, que toute guerre devait créer inévitablement en Europe une situation révolutionnaire. Ce mot reste plus vrai aujourd'hui qu'hier ! »

Il est bien possible qu'une situation révolutionnaire naisse du fait de la guerre, mais cela ne nous semble point une conséquence inévitable. D'autre part, les révolutionnaires sont amenés à considérer non seulement les probabilités de révolution découlant des changements dus à la guerre, mais aussi les éléments de succès du mouvement, ou d'échec. Si nous examinons les choses du point de vue d'une révolution sociale, les conditions caractérisant une guerre impérialiste apparaissent, dans leur ensemble, défavorables à cette révolution.

Les anarchistes considèrent comme nécessaire à la réussite d'une véritable révolution qu'un certain niveau d'éducation sociale et économique soit atteint par le prolétariat. La classe ouvrière et paysanne doit posséder de puissantes organisations. Elle doit, quant au moral, être très loin de la résignation, pleine de combativité, de dynamisme. Or, un peuple doué de telles qualités n'acceptera jamais d'être conduit par ses maîtres à la boucherie ; la menace de guerre impérialiste amènera la guerre civile de libération, sera la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Si le prolétariat ne dresse pas la révolution devant la guerre, s'il use de ses armes dans le conflit impérialiste, au lieu de les tourner contre la classe dominante,

il ne possède pas l'éducation indispensable au succès d'une révolution sociale. Il y a au succès de chances pour que la propagande nécessaire puisse être effectuée pendant le conflit, cela touche au domaine de l'impossible. Les organisations prolétaires seront d'ailleurs détruites ou illégales ; elles manqueront, dans ce dernier cas, de grandes possibilités d'action.

L'indignation, la révolte provoquées au sein de l'armée et des usines par les épouvantables massacres pourront produire une guerre civile, soit durant le conflit, pour l'arrêter coûte que coûte, soit (événement assez improbable) une fois la guerre terminée. Le manque d'éducation du peuple ne permettra guère qu'une révolution sociale s'accomplisse. La tendance psychologique déterminée rapidement dans les masses par les carnages indescriptibles qui sont logiquement à prévoir, les poussera à accepter, mieux, à soutenir, tous partis, tous gouvernements, quels qu'ils puissent être, qui s'affirmeront résolus à cesser l'hécatombe.

Alors, les hommes suivront de nouveaux chefs, se soumettront à de nouveaux maîtres, et la nouvelle société, si les insurgés sont victorieux sera, comme l'ancienne, soumise à une nouvelle classe dominante, exploiteuse, tôt ou tard, nécessairement formée.

Si laissant de côté les mouvements révolutionnaires allemand, autrichien, hongrois, vaincus avec l'aide des Etats alliés, nous examinons la révolution russe, au début de laquelle, les troupes du front demandaient d'abord, à n'importe quel prix, la fin de la guerre, nous y trouvons un exemple des graves difficultés opposées, dans des cas similaires, à une véritable révolution sociale. On risque fort alors d'éviter Charybde pour s'en aller choir en Scylla !

Les obstacles qui s'opposent, en cas de guerre, à la marche d'une révolution sociale, n'entraveront pas une insurrection socialiste ou communiste ; cette insurrection cherchera à réaliser ce que les adhérents des partis socialistes considèrent comme la seule révolution possible.

Le déclenchement, par le parti communiste français, d'un mouvement révolutionnaire au cours d'un conflit dans lequel la France aurait partie liée avec l'U.R.S.S. semble impossible ; la guerre civile créerait en France une probabilité de défaite ou ferait très vite apparaître comme nécessaire la conclusion de la paix. Ce qui s'est présenté pour la révolution russe lors de Brest-Litovsk se produirait pour la révolution en France. L'Allemagne et l'Italie pourraient, à ce moment, rejeter vers l'Est de l'Europe, les forces militaires libérées de l'Ouest, la position de l'U.R.S.S. deviendrait critique. L'orientation qui, à l'heure présente, fait rechercher « l'union des Français » la fera rechercher plus encore pendant une guerre. *Voilà la suite page 4.*



Un frère qui luttait sur le front de Madrid et qui tomba, et sa fille qui porte son nom.

Durruti fut aussi socialiste, car dans la vieille Castille nos idées avaient pu pénétrer : la domination séculaire de l'église, de la garde civile et de la réaction politicienne y mettait des obstacles insurmontables. Et ce n'est qu'après la proclamation de la République, dans l'atmosphère inquiète qui s'est créée, que notre mouvement avança avec une rapidité merveilleuse.

Il arriva à Barcelone vers 1919. Mécanicien de son métier, il adhéra au Syndicat des Métallurgistes. Mais ce Syndicat appartenait à la Confédération Nationale du Travail. Et celle-ci est en butte à une lutte implacable que le capitalisme, effrayé par la force de l'attaque ouvrière, a déclenchée avec l'aide des forces traditionnelles de la réaction.

Nos camarades tombent, quotidiennement sous les balles des « requetés » et des pires éléments d'action concentrés de toute la péninsule sur Barcelone. Quelquefois nous en perdons plusieurs par jour. Les Syndicats sont fermés. La police collabore à ce massacre. Elle fouille les victimes désignées pour leur enlever leurs armes et quelques secondes plus tard, les assassins font leur œuvre.

D'autres fois ce sont les gardes-civiles qui appliquent la fameuse « Loi de fuite » — autorisant à tirer sur les détenus quand ils s'échappent pendant leur transfert —, et ils tuent, par trois ou quatre à la fois, nos meilleurs camarades.

Derrière tout cela il y a le général Martínez Anido, gouverneur « civil », et le général Arlegui, chef de police. Il y a encore bien d'autres personnages, dont le cardinal Soldevilla, intelligence directrice, qui représentait l'église dans cette entreprise d'extermination.

Dans le Syndicat de Durruti, un noyau de

Lire en 3^e page

Cinquanteaire des martyrs de Chicago

S.I.A. en action

SA CONSTITUTION INTERIEURE

SA PROPAGANDE

ET BIENTOT LES RESULTATS

Nous avons dit, il y a huit jours, que la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste serait officiellement constituée en France cette semaine.

C'est fait.

S. I. A. (section française) s'est donné un comité de patronage dont nous avons le plaisir de donner ci-dessous la composition :

René BELIN, André CHAMSON, Julien CRUZEL, Maurice DELEPINE, Georges DUMOULIN, Auguste FAUCONNET, Sébastien FAURE, Gaston GUIRAUD, Roger HAGNAUER, Léon JOUHAUX, Auguste LARGENTIER, Robert LOUZON, Victor MARGUERITTE, Jean NOCHER, Magdeleine PAZ, Docteur PIERROT, Georges PIOCH, Marceau PIVERT, Gaston PACHE, Paul RECLUS, P. Paul RIVET, Maurice ROSTAND, HAN RYNER, VIVIER-MERLE, Georges YVETOT.

Le Secrétariat de la S. I. A. sera assuré par Lecoïn (secrétaire) et Faucier (administrateur-trésorier).

Le Comité de patronage approuve les buts de la S. I. A. et s'engage à développer sa propagande.

LA CARTE DE LA S. I. A. — Chaque quartier de Paris, chaque commune des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, chaque ville de province se doit de posséder un groupe adhérent à la Solidarité Internationale Antifasciste. Les membres des groupes seront munis individuellement d'une carte sur laquelle un timbre sera apposé tous les mois. Le prix de cette carte est fixé à 2 francs, celui du timbre à 1 franc. Un prélèvement de un franc sur la carte et de cinquante centimes sur le timbre sera attribué aux groupes de la S. I. A. afin d'aider à leur rayonnement et pour leur permettre d'agir sans être arrêtés par la gêne pécuniaire.

LA LISTE DE SOUSCRIPTION DE LA S. I. A. — Elle est excellemment imprimée pour permettre de recueillir soit de l'argent, soit des vivres et des médicaments, soit du linge, des vêtements, des chaussures. Le comité de patronage a décidé d'écrire en tête de cette liste un émouvant appel en faveur de nos frères d'Espagne. Les sommes collectées seront concentrées au siège central de la S. I. A. (26, rue du Crussol, Paris, 11^e) qui les emploiera selon les désirs et à la demande

de la S. I. A. (section espagnole). Les vêtements, médicaments, vivres devront être rassemblés rue de Crussol pour Paris, Seine et Seine-et-Oise ; et en province, dans les nombreux centres que nous indiquons ultérieurement, pour être ensuite acheminés par nos soins sur le Comité de la révolution espagnole de Perpignan qui les remettra à la S. I. A. d'Espagne.

TOURNÉES DE PROPAGANDE DE LA S. I. A. — Par la parole et le cinéma nous allons nous efforcer d'intéresser beaucoup le peuple de France au peuple d'Espagne. Huart, qui est le délégué à la propagande de la Solidarité Internationale Antifasciste, commencera sa première tournée à la fin de ce mois, et ses autres tournées se succéderont sans arrêt. Il est même probable que nous aurons prochainement un autre orateur pour marcher dans la même voie que le camarade Huart. En tout cas nous sommes, d'ores et déjà, à la disposition des animateurs de la S. I. A. en province pour leur donner la main à organiser tel grand meeting particulier qu'ils décideraient.

UN PREMIER TRACT DE LA S. I. A. — Nous allons éditer, d'abord à 500.000 exemplaires, un tract signé du Comité de patronage, afin de situer notre Solidarité Internationale Antifasciste. Il sera nécessaire de le distribuer vite, de le répandre partout judicieusement. Sa diffusion facilitera, par la suite, la besogne des militants de la S. I. A.

LA PRESSE DE LA S. I. A. — A partir du jeudi 2 décembre, LE LIBERTAIRE tirera régulièrement sur huit pages au minimum, dont deux seront entièrement réservées à la S. I. A. Dans ces deux pages nous rassemblerons chaque semaine tous les efforts des groupes et des propagandistes de la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste. Nous y parlerons des suggestions intéressantes des uns, du bon travail accompli par les autres. Nous y publierons le montant des souscriptions reçues ; nous y indiquerons les convois de vivres, vêtements, linge, etc., que nous dirigerons sur l'Espagne. L'une de ces deux pages sera écrite en langue espagnole à l'usage de la colonie ibérique si nombreuse en ce pays, surtout dans le Midi. A l'usage de la colonie espagnole résidant en France, disons-nous, et pour le plus grand profit, ajoutons,

tons-nous, des Espagnols combattant là-bas, l'exécration fasciste. Il est bien entendu que nous demanderons, en outre, asile à tous les journaux pour nos appels, nos communications, nos informations ; que les hebdomadaires amis ou sympathiques seront mis constamment à contribution.

LES ENFANTS DE LA S. I. A. — La colonie infantile du Comité pour l'Espagne libre est devenue celle de notre S. I. A. Les 200 petits orphelins espagnols, que les anarchistes français font vivre depuis bientôt une année dans de si heureuses conditions, seront entourés de nos plus vigilantes attentions. La colonie infantile « Ascaso-Durruti » de Liensa nous est toujours sacrée. Que tout le monde soit donc rassuré à son propos.

A L'ŒUVRE, HARDIMENT, POUR LA S. I. A. — Nul d'entre vous, chers camarades, ne nous accusera d'avoir perdu notre temps depuis le congrès de l'U. A. Nous n'avons pas toutefois la prétention de croire que la S. I. A. que nous vous présentons aujourd'hui, n'est pas parfaite, qu'elle n'a pas besoin de retouches et qu'il ne faudra pas y ajouter de compléments. Mais telle quelle, elle peut partir, agir !

Les cartes, les listes de souscription, les tracts annoncés seront à la disposition des compagnons dès vendredi après-midi. Qu'ils passent donc — ceux de la région parisienne — nombreux, très nombreux, rue de Crussol, tous ces prochains jours. Que ceux de province nous écrivent donc leurs intentions, nous disent l'importance des envois qu'il nous faut leur faire en matériel de propagande.

S. I. A. n'est pas une œuvre purement anarchiste. C'est un organisme d'entraide dont toute l'activité consistera à demander, partout et à tous, de l'aide pour l'Espagne antifasciste, toujours plus d'aide !

Pour y parvenir nous ne nous adresserons pas seulement aux seuls anarchistes, mais aux divers éléments que les personnalités du comité de patronage sont censées représenter. Mais est-ce trop faire fond sur vous, les copains anars, que d'espérer que vous serez les premiers à nous comprendre, à nous soutenir, et que la S. I. A. n'aura pas de militants plus dévoués que les lecteurs de ce journal ?

LE SECRETARIAT
DE LA SECTION FRANÇAISE
DE LA S. I. A.

TOURNEES DE PROPAGANDE PAR LA CHANSON

Devant les résultats obtenus la saison dernière, les camarades Charles d'AVRAY, Maurice DOUTREAU et Henri GUERIN se mettent à l'entière disposition des groupes de l'U. A. pour continuer cette année la tâche entreprise. Ecrire à Henri Guérin, au Libéraire.

Notes et Glanes

♦ Nos camarades des Services Publics devaient prêter leur mécontentement l'autre jeudi, par une manifestation d'une certaine ampleur. Elle n'a pas eu lieu car la délégation, menée par le camarade DORMOY, de Cligny et qui était accompagnée de Jouhaux et Buisson, a passé (passée, muscade) un communiqué invitant les syndicats à surseoir au mouvement tout en restant en état d'alerte (j'ai déjà entendu ça quelque part) et comptant sur l'esprit de discipline de tous, qui sera en même temps une manifestation de la force ouvrière. Eh ! bien, non, non, et non ! Le dégonflage, s'il est synonyme de lâcheté et faiblesse, ne l'a jamais été de force, surtout révolutionnaire.

♦ Hélas non ! Et je n'en veux pour preuve que le fiasco de la manifestation de l'Union des Syndicats de samedi dernier, à Buffalo. Et cependant, on avait bien fait les choses : match de football et défilé de délégations syndicales. Et ran-plan-plan, en avant la musique. Et malgré ça tam-tam, il n'y avait qu'environ 4.000 clients.

♦ Il est vrai que certains, ont peut-être compris et sont écartés d'avoir eu cette publicité de l'Union des Syndicats pour son agenda 1938 : « ...il ne sera pas possible de le céder au prix de 5 francs comme beaucoup de camarades l'avaient espéré. La hausse du prix du papier, de la main-d'œuvre, etc., ne le permet pas. » Oui, camarades, vous avez bien vu : si la légume raugement, si l'agenda est cher, c'est la faute à la main-d'œuvre. Et dire que les tristes pantins qui écrivent pareille sornette sont les mêmes qui vous bourrent le crâne, en de ronflants discours, au sujet de la lutte contre la vie chère. Un seul remède, les amis : Action directe contre tous, y compris les bons syndicaux.

♦ Une fois de plus les chamarrés et les ignares, ceux qui se refusent à comprendre ont dignement fêté le 11 novembre, de par le monde entier. Une seule note discordante, à Londres. Un assistant à la comédie s'est écrié pendant les deux minutes de silence (on est gêné là-bas) : « Tout cela n'est que de l'hypocrisie, vous préparez délibérément la guerre. » Les gazettes nous affirment qu'il fut terrassé par les furies. Et de commenter : « Il s'agit d'un pauvre fou qui a déclaré être pacifiste convaincu. » Voire... Mais combien sommes-nous alors qui pourrions dire : « C'est nous les fous, Messieurs. Vivent les fous ! »

♦ Plusieurs groupements d'anciens combattants de droite (tel l'Association Marius-Platon, les décorés au péril de leur vie, l'U. N. C., les officiers combattants, etc.) veulent former un « Front de la Paix ». Et de chercher tout un tas de combines. Ne vous cassez donc pas la tête, ça pourrait vous fatiguer. Si vous n'êtes plus bons pour le casse-pipe, dégoûtez-en les autres. Si vous êtes encore futur mort en suris, renvoyez donc votre fascicule à Daladier, avec le motif.

HENRI GUERIN.

Voir en 5^e page l'appel pour Le Libéraire et le bulletin d'abonnement.

La Rocque, Tardieu, Daudet, etc.

LES "TRICOLORES" DANS LEUR MERDE

Les débats du procès La Rocque ne manquent pas d'être divertissants et présentent surtout le remarquable avantage de montrer aux foules si accessibles au chauvinisme ce que sont les « patriotes » dans l'intimité. Dans cette affaire si complexe puisqu'on pourrait y relever les accusations de dilapidations de fonds publics, chantage, complot contre la sûreté de l'Etat, corruption, diffamation, mouchardages et, avec l'attentat contre le colonel Choc, tentative d'assassinat, on trouve plus ou moins accusés, complices, témoins d'amoralité, délateurs, chanteurs, etc., tous ceux qui prétendent que seule la grandeur et le salut de la France sont leur souci et qui se déclarent prêts à tout bout de champ à « mourir pour la patrie », de préférence toutefois avec la peau de leurs concitoyens. M. Tardieu est accusateur et corrupteur. M. de la Rocque est accusé et corrompu. M. Daudet a fait chanter, M. Choc aussi, avec moins de succès toutefois. M. Pozzo di Borgo est témoin, M. Xavier Vallat est avocat, M. Franchet d'Espèrey est maréchal et gâteux par dessus le marché, sans oublier que les spectateurs ont un peu du même tonneau puisqu'on y remarquait MM. de Kérillis, Pujol, Philippe Henriot, Léon Bailby, etc... Bref, du joli monde comme disent ces Messieurs en parlant des escarces.

L'affaire au fond est assez banale. Un ministre de l'Intérieur, président du Conseil a versé des sommes prélevées sur l'argent des contribuables à un chef de bande pour avoir à sa disposition une armée de reîtres pouvant servir à tout, des acclamations spontanées jusqu'au coup d'Etat. Des témoins chevronnés sont là qui l'attestent et le moindre n'est pas celui qui, pour appuyer ses dires, et sans le moindre souci du ridicule en donne sa « parole de chasseur à pied ». Tout n'a pas marché selon les désirs du payant, le chef de bande fut un médiocre, le corrupteur qui est un salaud, cafardé et pour la grande joie de la galerie, le linge sale s'étale hors de la famille.

Quoi qu'il en soit, les individus qui auraient encore quelque illusion quant à l'intégrité des ministres et des officiers supérieurs doivent être édifiés désormais et savoir qu'il n'est pas indiqué, quand on craint les mauvaises fréquentations de se rassembler sous le drapeau tricolore ou grouiller tout un monde interlope et assez peu recommandable.

Les morts les plus « glorieux » dont on exalte les vertus et qu'on statue à tous les carrefours sont eux-mêmes compromis. On se souvient que c'est Lyvatey qui favorisa l'ascension du colonel de la Rocque et quand un avocat voulant blesser Tardieu lui rappela qu'un jour Poincaré avait parlé de lui comme d'un homme sans moralité, le « requin » put rétorquer : « Mais M. Poincaré m'a choisi trois fois comme ministre ! » Pour ceux qui douteraient encore que Lyvatey fut un intrigant sans scrupule et Poincaré une franche crapule, le voici est déshonoré.

Mais, si la pierre face du colonel en déconfiture amène sur nos lèvres un sourire railleur, nous ne pouvons faire chorus avec

la majorité qui exalte et les accusateurs, et ceux qui pectent sa dépouille.

Ces Bailby, aujourd'hui témoin à charge, ces Kérillis, spectateur narquois de l'« exécution », ces généraux dévoilant après coup les secrets du carnet de notes de leur sous-ordre, nous n'oublions pas qu'hier ils encourageaient le chef de bande, le proposaient à l'admiration des foules et conviaient les « bons Français » à appuyer éventuellement son coup de force.

De même que Doriot (encore un nationaliste !) dénonce les « arrosages » de Moscou maintenant qu'il en est écarté, le duc Pozzo di Borgo qui en tant que membre influent des Croix de Feu dut émerger pour une part à la manne servie par Tardieu vend cyniquement la mèche et, selon la formule populaire, crache dans les plats où il a mangé.

Et dans ce cloaque aux émanations pestilentielles, ce ne sont certes pas les pitres de l'Action française, le grotesque Daudet et le verbeux Maurras qui apparaissent plus recommandables, d'autant plus, que par parti pris stupide, avalisant d'un coup toutes les turpitudes qui depuis des millénaires personifient les patriotes sous tous les climats, ils affirment à plein gosier : « Tout ce qui est « national » est notre ».

En un mot, et c'est là l'impression générale qui se dégage de cet étalage de basses combines, il est de plus en plus prouvé que le patriotisme, ce « je ne sais quoi qui vous colle à l'âme », comme disait Bucard ne peut plus recruter que chez les « faisans » ou chez les imbéciles fieffés.

Ceux qui après cette affaire persistent dans leur fidélité au médiocre La Rocque, comme les suivants de Bailby, de Kérillis ou de Marcel Cachin, tous gens se réclamant de la grande France, font l'aveu public de leur jacobinisme et nous sommes au temps où, pour l'individu qui réfléchit, l'affiliation à un parti national est un brevet de canaillerie ou de stupidité.

Mieux. Les révélations faites sur l'emploi de ces fameux fonds secrets et en dépit de toutes les fausses affirmations, le fait que ces derniers subsistent et sont sous tous les régimes répartis entre tels ou tels pour des besognes mystérieuses prouve qu'un Etat quel qu'il soit est condamné s'il veut se maintenir et gouverner à des manœuvres et à des procédés de basse police.

La Tour Pointue est et restera sous tous les systèmes, totalitaires ou prétendus démocratiques, la pierre d'achoppement du pouvoir de même que le mouchardage est l'arme la plus efficace entre les mains de qui veut commander.

Et c'est là que se constate la décadence de Tardieu. Après avoir gouverné et utilisé au mieux de ses aspirations dictatoriales les délateurs et les mouchards, il est descendu des degrés et réduit lui-même aux emplois subalternes. Jadis ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire chef de la police, il n'a plus droit désormais, dans les dossiers de la droite Beauveau qu'à une simple fiche d'indicateur.

MAURICE DOUTREAU.

Le souvenir de l'anarchiste polonaise Aniela Wolberg

Le mouvement anarchiste en Pologne vient de subir une grande perte. La camarade Aniela Wolberg n'est plus.

Née en 1907, elle n'était âgée que de 30 ans. Après de fortes études elle entre dans le mouvement révolutionnaire. En 1924-25, c'est-à-dire au moment où le mouvement révolutionnaire en Pologne était encore tout jeune et les forces réactionnaires n'avaient pas encore le courage de se montrer ouvertement et d'être agressives.

Un groupe d'étudiants bulgares déployaient une forte propagande parmi les étudiants de l'Université de Cracovie. Un des plus actifs camarades de ce groupe était Tadeusz Pełczyński qui périt ensuite dans une prison de Bulgarie. C'est en contact avec ce groupe que la camarade Aniela trouva le chemin du mouvement anarchiste.

Quoique bourgeoise d'origine, elle comprit très tôt que le mouvement anarchiste en Pologne resterait fidèle s'il ne s'appuyait sur la classe ouvrière. Aniela, devenue alors avec quelques autres camarades un mensuel sous le titre « Proletariat » qui paraît illégalement. Ce fut un de nos premiers périodiques en Pologne après la guerre. Le domaine de son influence fut très resserré, car le mouvement anarchiste en Pologne était illégal depuis le premier moment de son existence et les groupes de tout le pays n'étaient pas encore liés. L'expérience, surtout en ce qui concerne le travail illégal, était faible.

En 1926 Aniela se rend à Paris pour continuer ses études. Elle se consacre à la besogne révolutionnaire et devient l'âme du périodique paraissant à Paris en langue polonaise : « Walcha ».

Elle sacrifie à ce mensuel tout son temps et tout son argent. Elle n'a que 20 ans, mais elle démontre pourtant un sens critique et un sens du réel très développés, et par-dessus tout un cœur brûlant de passion pour la révolution et la cause prolétarienne. Son but était de former en Pologne un mouvement qui ne serait pas enfermé dans les groupes, mais qui existerait comme mouvement populaire, fort et capable de réaliser ses aspirations.

Cependant, elle poursuit ses études et se rend à l'Université de Montpellier et elle devint licenciée en sciences.

Là, elle entre en contact avec les groupes français et espagnols en continuant toujours sa coopération avec le groupe polonais à Paris et le mouvement en Pologne.

Mais elle trouve une place d'ingénieur-chimiste dans une usine d'automobiles près de Paris, et reprend une étroite collaboration avec le groupe polonais à Paris et reconstruit avec lui l'activité dans le domaine de propagande par la presse.

Mais la police française avait déjà accumulé un gros dossier sur l'activité de notre camarade et l'expulsa.

Elle revient en Pologne en 1932. C'est la période de grands efforts de notre mouvement. L'activité du mouvement révolutionnaire en général s'est accrue. La Fédération Polonaise fait paraître le mensuel illégal « Walcha Klas » qui est colporté dans toute la Pologne. De nouveaux groupes se créent et dans les syndicats commence à se former l'opposition anarcho-syndicaliste.

Elle devient un des rédacteurs en chef du mensuel « Walcha Klas » et même, à un certain moment, presque tout le travail du Secrétariat de la Fédération repose en ses mains.

En 1934 elle fut arrêtée, mais n'ayant point de preuves de son activité, la police polonaise fut obligée de lui rendre la liberté.

En ce temps la réaction s'accroît dans le monde entier ainsi qu'en Pologne et la propagande révolutionnaire devient de plus en plus difficile et même à des moments presque impossible.

Une terrible dépression morale s'empara des masses ouvrières. Il ne resta plus dans les rangs de militants que l'avant-garde du mouvement. C'est parmi eux que se trouve Aniela. Son sens du réel ne lui permit pas de ne pas voir ce qui se passe, sa fidélité et sa foi dans l'idéologie de notre mouvement l'obligent à chercher l'origine de cet état des choses et de ce fait que notre mouvement malgré de grands efforts n'avait pas encore conquis de grandes masses ouvrières. Si nous n'arrivons pas — répétait-elle toujours — à appuyer notre mouvement sur la base des syndicats ouvriers, le mouvement anarcho-syndicaliste en Pologne ne deviendra jamais une force constructive.

C'est en ce moment que Aniela se consacre à la science. Elle travaille avec tout son zèle comme elle se donnait tout entière à tout ce qu'elle faisait dans sa vie.

La révolution en Espagne créa aussi en Pologne de nouveaux espoirs. En même temps arrive la nouvelle que la C.N.T.-F.A.I. est en tête de la lutte contre la réaction. L'anarchisme, C.N.T.-F.A.I. deviennent subitement populaires. Le 19 juillet 1936 crée à nouveau des possibilités de développement de notre mouvement. Arrive le moment si longtemps attendu par nos camarades, où notre mouvement pourrait prendre racine dans les masses.

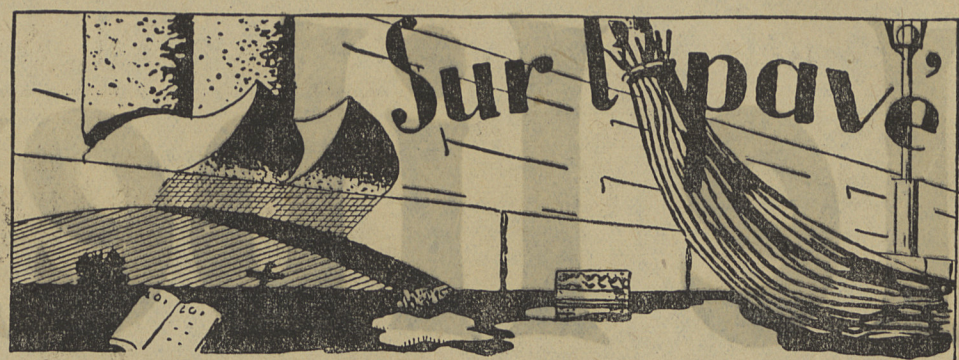
Longtemps on dura nos préparations. Malgré des difficultés toujours aussi grandes, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour notre mouvement. Il fallait alors seulement canaliser tout cela dans les formes d'une organisation fixe. Aniela était parmi les camarades les plus actifs, devenant l'âme de tout le travail.

C'est à ce moment que la mort subite et cruelle nous l'a prise : le 9 octobre 1937 encore elle donnait une conférence avec des camarades — et le 11 octobre elle mourait des suites d'une opération pratiquée d'urgence et manquée.

Les paroles prononcées sur sa tombe par un de nos camarades diront mieux ce que nous avons perdu : « Dans ce cercueil sont enfermés les meilleurs espoirs de notre mouvement ». Cette phrase exprime toute la douleur que nous cause cette grande perte.

Avec l'attachement à notre mouvement subsistera toujours notre fidélité au souvenir de notre chère camarade Aniela.

LE GROUPE DURRUTI.



Inconscience

Il y a des gens qui « ne font pas de politique ».

C'est-à-dire que, pour eux, tout se résume en la question de vie immédiate.

Pourvu qu'ils gagnent à peu près de quoi manger, payer leur propriétaire et s'offrir quelques distractions, tout est pour le mieux.

Certes, ils vont bien au cinéma de temps à autre. Ils y voient pourtant ce qu'on appelle les actualités. Ces actualités qui comprennent des présentations de scènes de carnage, en Espagne, en Chine et ailleurs.

Ils assistent également à des rétrospectives plus ou moins érudites, mais suggestives cependant de la dernière grande boucherie internationale.

Devant eux défilent les parades guerrières chez Hitler, Staline et dans notre si pacifique France.

Rien ne les émeut !...

C'est à peine s'ils ébauchent ce vague souhait : « Pourvu que ça ne recommence pas chez nous ! »

Là-dessus, ils vont se coucher, la conscience tranquille avec le seul souci de ne pas être en retard le lendemain matin à l'atelier ou au bureau.

Oh ! je ne veux pas dire qu'ils soient plus méchants que d'autres... qui « font de la politique » et qui parfois en vivent.

Mais ils sont obstinés dans cette idée que ce qui se passe autour d'eux, les agissements des gouvernants, les luttes des partis, les querelles entre les peuples et entre les classes, ça ne les regarde pas.

Il y en a même qui prétendent — non sans raison — que, plus on change de maîtres, plus ils sont mauvais jugent inutile de se préoccuper d'eux.

Alors ils s'en f... éperdument, jusqu'au jour où le bifeck fait défaut.

Il leur arrive alors de se révolter mais au petit bonheur, sans chercher d'où vient la cause de leur malheur.

Ils suivent alors les premiers venus, ceux qui gueulent le plus fort et qui les conduisent tout droit à un esclavage pire que celui qu'ils ont subi jusqu'alors.

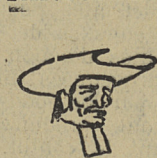
Que la politique soit une saleté, une immonde duperie, nous ne cessons de le proclamer et, ce qui est mieux, de le prouver.

Mais cela n'empêche pas d'étudier les louches combinaisons de tous ces « sauveurs du peuple » — pour mieux les dénoncer — et surtout de comprendre qu'une étroite solidarité unit tous les hommes de tous les continents, de toutes les races, et qu'il n'y a pas de bonheur à espérer tant que règne sur l'une ou sur l'autre des parties du monde la guerre, la misère, l'oppression.

Et cela ne s'appelle pas : « Faire de la politique ».

Larue-Michel.

TARTUFFE ETERNEL



Sous tous les rapports, l'Eglise anglicane n'a rien à envier à notre sainte mère l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Sans quoi, elle ne serait pas l'Eglise...

Sur le chapitre de l'hypocrisie, toutefois, il semble qu'elle rende à son aînée un nombre respectable de points. Ce qui représente, on en conviendra volontiers, une fort enviable performance...

Donc, l'Eglise d'Angleterre vient d'en jouer une bien bonne à S.A.R. le duc de Windsor. A l'occasion des cérémonies de l'Armistice, l'ex-souverain de Grande-Bretagne, descendu de son trône pour l'amour de sa belle, — ce qui l'honore, — a subi une cruelle humiliation. Il n'a même plus le droit, nous apprend-on, de prior pour ses « camarades de combat » morts au front. Le desservant de l'église Saint-George de Paris a fait connaître, en effet, — « l'Eglise n'approuvait pas le divorce », — que si le prince assistait à l'office commémoratif du 11 novembre, il éviterait, lui, chapelain, de lui parler.

Grave incident. Gros émoi. Scandale !... Le duc, après toute une nuit de « méditations des plus douloureuses », s'inclina finalement devant l'interdit.

Si l'on veut bien se souvenir que l'Eglise anglicane fut très précisément fondée par Henry VIII par ce que le pape Clément VII lui refusait l'annulation de son mariage avec Catherine d'Aragon et empêchait ainsi son union avec Anne de Boleyn, que cette Eglise est née uniquement du caprice d'un despote pour permettre son divorce, on avouera que le prétexte opposé au ci-devant Edouard VIII est candide et magnifique.

Tartuffe, ce fils légitime de toutes les Eglises, se survit...

SAINTE INDIGNATION

L'aviation républicaine espagnole a accompli un raid de bombardement sur Pamplune, « ville ouverte », prétend la presse nazionaliste française, mais en réalité où étaient réunies des masses considérables de hordes fascistes : requêtes, tercio et autres, pour recevoir les félicitations officielles du sinistre Franco. D'ailleurs, pour mieux « informer » le lecteur, on n'hésite pas

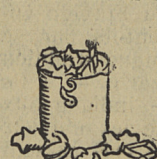
à lui mettre sous les yeux un remarquable document photographique par lequel il peut constater de visu qu'il s'agit bel et bien de civils... sous la forme d'un imposant rassemblement militaire.

Ce qui n'empêche, à tout hasard, de dénoncer avec indignation le bombardement d'une « petite cité sans défense », de protester contre des « méthodes inspirées par la barbarie ».

Par pure bonté d'âme... Car jamais l'aviation et l'artillerie rebelles, ni à Badajoz ni à Madrid, ni à Guernica, ni ailleurs, n'ont bombardé systématiquement des villes ouvertes, fait des victimes innocentes parmi les populations, massacré avec acharnement enfants, femmes et vieillards... Jamais !... Quelques centaines de fois, tout au plus...

Mais, distinctions : il ne s'agissait là que d'épurer le pays de sa « lie » et de sa « tourbe », d'exterminer la « vermine révolutionnaire ».

L'ARGENT LA OU IL EST...



Vous ne ferez jamais dire à nos bons réactionnaires qu'ils sont contre les réformes sociales. Au contraire. La main sur le cœur, ils vous jureront que nul plus qu'eux n'était partisan des améliorations qu'a conquises de haute lutte en juin 1936 la masse ouvrière. Ce qui ne les empêche nullement d'épauler ouvertement ou en douce, toutes les tentatives des C.-J. Gignoux, Lemaigre-Dubreuil, Verger et autres personnages représentatifs du patronat de combat pour jeter bas la semaine de 40 heures, par exemple. En toute bonne foi...

De même, ils ne contestent pas l'utilité ni la « nécessité humaine » de réaliser les prochaines réformes qui doivent être mises en chantier : retraite des vieux travailleurs, fonds national de chômage, entre autres. Seulement, le Trésor est à sec, le budget surcomprimé et la pompe à phynances ne peut plus guère aspirer que des courants d'air.

Dès lors, une seule ressource : « Nationaliser les assurances, les institutions de crédit et les entreprises monopolisées. » On ne le leur fait pas dire. C'est écrit noir sur blanc. Même s'ils repoussent avec horreur cette possibilité dans laquelle ils voient les fameuses « réformes de structure ».

Pourtant, braves gens, puisque vous le dites, il faut bien vous croire : dans l'état présent des finances publiques, l'Etat ne peut supporter ces charges nouvelles, « on n'a pas le choix », seuls les bénéfices des assurances, des banques, des trusts industriels peuvent fournir « les moyens capables de faire face à des paiements de cette importance ».

Messieurs du gouvernement de Front Populaire, vos adversaires de droite vous indiquent la voie à suivre : prendre l'argent là où il est. Mânes de Renaudel, tressaillez d'aise !...

LES HOMMES NOIRS



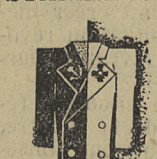
Encore deux beaux faits d'armes à inscrire au palmarès déjà si rempli de notre société. Deux femmes, la mère et la fille, Thérèse Granval, 51 ans, et Gisèle, 20 ans, vivaient dans une chambre, rue des

Pyrénées. Rien des misères de l'existence ne leur fut épargné : maladie, faim, froid, chômage. Pour quelque note de contributions impayée, l'huissier frappe à leur porte. Mais l'heure légale étant passée, il ne put opérer et remit au lendemain la saisie. Quand il revint, les deux femmes, lassées de leur misère et de la société implacable, s'étaient donné la mort.

Dans une petite ferme à Illois, près Rouen, un enfant de 14 ans, Marcel Biard, s'est pendu dans une étable. Il souffrait de voir ses parents dans une pénible situation pécuniaire et l'annonce de l'huissier qui devait venir saisir les quelques meubles et le bétail, a déterminé son acte de désespoir.

Et maintenant, criez : Vive la France, si le cœur vous en dit.

STALINE A L'ACTION



Le journal l'Œuvre a soulevé cette semaine deux livres de taille. Ça d'abord été la révélation publique de la fourniture de pétrole à Franco par le trust russe Naphtha. Puis mardi, le même journal accro-

che la Russie avec l'affaire du prix du papier. On sait tout le battage que fait l'Huma autour de ce scandale du papier cher qui met en péril la presse démocrate libre — il est vrai qu'il y en a si peu ! Ce qu'on ignorait, c'est que la Russie fournissait à la France 61,70 % de la matière première nécessaire à la fabrication du papier, et que les prix russes ont été « alignés » sur les prix des autres nations exportatrices. Le « correspondant » (hum !) de l'Œuvre — quelle binaire encore se cache là-dessous ? — qui rapporte ces faits déclare avec toutes les apparences de la raison qu'il est bien évident que, si le principal pays exportateur, l'U.R.S.S., avait maintenu des prix plus modérés, les autres pays auraient dû faire de même, et un des éléments principaux de la hausse catastrophique du prix mondial des pâtes de cellulose et des papiers aurait ainsi disparu.

Nous attendons avec curiosité les explications de M. Dorval, administrateur de l'Huma, qui vous indiquera peut-être pourquoi, là aussi, Staline ne va pas à l'action !

Monsieur Dubalal.

Vers un congrès de l'U.G.T.

Les syndicats de l'U. G. T. ont reçu une circulaire de la Commission exécutive réelle de l'U. G. T. — tendance Caballero — pour assister à un congrès national qui doit se tenir le 12 décembre.

La convocation de ce congrès ennuie terriblement les Staliniens et leurs alliés, qui constituèrent récemment, comme le *Libertaire* l'a rapporté en détail, dans ses derniers numéros, une fraction scissionniste, allant jusqu'à créer une nouvelle commission exécutive.

Bien entendu, les Staliniens, inversant les rôles, traitent les caballeristes de scissionnistes. Et la presse étrangère à leur dévotion, de faire chorus — avec assez de gêne, d'ailleurs. L'*Humanité* du 11 prétend que seule la Commission exécutive présidée par Gonzalez Peña, serait en droit de convoquer le Congrès, et, d'autre part, affirme qu'un « véritable » congrès, Caballero n'aurait jamais la majorité. L'*Humanité* veut dire par là que le congrès n'est pas régulièrement convoqué. Voyons de près la réalité.

Voici un extrait de la *Correspondencia de Valencia*, du 8, organe du comité exécutif réel de l'U. G. T.

« Le congrès convoqué se réalisera, avec toutes les garanties nécessaires pour que se dissipent les craintes et les suspicions. Les sections procéderont avec une entière liberté, tenant des assemblées en lesquelles on discutera avec toute l'ampleur que désirent les ouvriers, l'affaire qui motive ce congrès.

« Lesdites assemblées, qui se seront mises d'accord, donneront mandat à leurs délégués.

« Et si la direction nationale de l'U.G.T. intervient pour quelque chose, ce sera pour inviter les sections à célébrer, sans plus tarder, les assemblées, et pour que celles-ci donnent aux ouvriers toutes les facilités possibles pour qu'ils expriment leur opinion sans aucune pression. La question dont il s'agit est trop importante pour que des considérations secondaires puissent réprimer l'expression de pensée des masses. Nous espérons qu'il n'en sera pas ainsi. Mais, pour plus de garantie, nous invitons tous les affiliés à faire valoir leurs droits et à exiger que les assemblées aient lieu avec toutes les règles statutaires, afin que le congrès reflète avec fidélité l'opinion de l'U.G.T. »

On conviendra que le ton contraste assez avec les assertions des Staliniens. En réalité, ce sont eux qui ne veulent pas de ce congrès, car, si le gouvernement Négrin et sa police n'interviennent pas avec leurs procédés de contrainte devenus habituels, il risque fort de faire ressortir une majorité antistalinienne. Ce qu'il faut éviter évidemment à tout prix...

POUR LEGER.

Une lettre de solidarité de ses anciens camarades de combat

FRONT D'ARAGON, OCTOBRE 1937

Au front nous parvenaient, de temps à autre, quelques faibles échos des querelles intestines qui divisaient le prolétariat de France.

Nous savons, hélas ! que certaines fractions mettent leurs propres intérêts bien au-dessus de ceux des classes laborieuses.

Attristés par cette mensonge qui, dans ces heures si graves, ne se fait malheureusement pas, nous nous sommes dit que certaines fractions, en synthétisant dans la lutte contre le fascisme tous ceux qui, socialistes, anarchistes ou communistes ne poursuivent d'autres buts que la défaite du fascisme.

Les polémiques entre différents partis plus ou moins révolutionnaires, se disputant une clientèle, ne nous faisaient jusqu'à ce jour, que sourire. Sûrs que nous sommes tous, que l'action seule a son importance. Quant au reste, autant en emporte le vent.

Mais les anciens membres de la Centurie Internationale, Sébastien Faure, Paul Huesco, abandonnent cette attitude de réserve, manifestent leur stupeur mêlée d'indignation en lisant dans *Regards*, l'arrestation de notre camarade Léger Robert, puis les commentaires de la rédaction, qui avec un tranquille cynisme, accuse notre brave Robert d'être un mystérieux agent de la Gestapo et de la O.V.R.A.

L'ex-centurie Sébastien Faure est bien décidée à ne point laisser sans réplique cette calomnie dont vient d'être victime un de ses anciens membres.

Consentants du danger que court notre ancien camarade de combat, les combattants étrangers, communistes, socialistes ou anarchistes, qui convergent et aiment Robert Léger s'unissent tous, afin d'exiger de *Regards*, un démenti à cette monstrueuse idiotie.

Léger Robert fut un des membres les plus actifs de notre groupe, c'est pourquoi cette accusation nous toucha profondément et si *Regards* ne nous donne point la réputation morale que si justement, nous lui demandons, nous sommes bien décidés à boycotter par tous les moyens en notre possession, cette revue, dans tout notre secteur.

Dans l'espoir d'être entendus, nous retournons à nos postes de combat, non sans transmettre à notre bon camarade, Robert Léger, nos plus affectueux sentiments et en lui donnant l'assurance de notre solide et fraternelle solidarité de soutien dans ces heures mauvaises.

Et nous émettons le vœu de voir abandonner — sans trop tarder — ces odieuses procédés indignes d'un journal ouvrier, qui ne font que désorienter la classe ouvrière, et préparer le terrain au despotisme capitaliste, et donner des armes insoupçonnées au fascisme.

Les anciens camarades du groupe Sébastien Faure : Martin, Jean Mayol, Antoine Turmo, Jules Goirand, I. Cereuela, Jacques Milani, Garcia Manuel, Francisco Vila.

Avis aux Groupes

La C. A. de l'Union Anarchiste adresse cette semaine à tous les secrétaires de groupes le compte rendu de l'exposé du délégué de la F.A.I. au Congrès de l'U.A. Les groupes qui ne le recevraient pas sont priés de le réclamer au secrétariat.

IL Y A UN AN...

La vie et l'exemple de Durruti

(Suite de la première page)

Il se trouva avec Ascaso, Jover, et quelques autres. C'était l'époque la plus tragique que nous traversions. Notre presse avait réagi contre ce massacre, recommandant à nos camarades de cesser le feu pour tâcher de le faire cesser de l'autre côté. Les autres en profitaient pour leur avantage, en commençant par ceux-là mêmes qui donnaient ces conseils.

Durruti, Ascaso, Gregorio Suberbiola — un héros magnifique, tombé bientôt, Jover, et quelques autres entrèrent pleinement en lutte. Et ils soutinrent, à eux seuls, le combat. Ils le soutinrent devant la désapprobation de bon nombre de militants qui croyaient que ce n'était pas la meilleure façon de le faire cesser. Ils n'avaient, fréquemment, d'autre appui moral que leur conviction.

Ils ne se cantonnèrent pas à Barcelone. Ils agirent ailleurs. On peut les suivre dans presque toutes l'Espagne, justiciers et vengeurs. Pour ma part je suis convaincu que seul le mouvement révolutionnaire russe d'avant-guerre offre une possibilité de comparaison avec ce que firent ces hommes, avec ce qu'ils furent. Et peut-être ont-ils dépassé les plus renommés et les plus courageux.

L'EXPROPRIATION

Je ne veux pas ici faire l'apologie de l'expropriation. Mais il est impossible de ne pas rendre hommage à la pureté des intentions, à l'esprit de sacrifice, au désintéressement dont tous firent preuve.

La mise hors la loi de notre mouvement dura des années. Nous n'avions pas de ressource pour la propagande. Durruti, Ascaso, Suberbiola et leurs amis se mirent à chercher de l'argent. Des millions leur sont passés dans les mains. Ils n'ont rien gardé pour eux. Ils ont eu faim, ils ont pendant des mois, mendié de porte en porte un travail qu'on ne leur donnait pas. Leurs compagnes et leurs enfants n'ont pas toujours manqué à temps. Cependant, ils ont aidé, sur le plan international, bien des entreprises qui n'étaient pas toujours de notre mouvement.

La randonnée qu'ils firent en Amérique restera, à ce sujet, dans les annales de notre mouvement. Ils parcoururent un continent entier, jouant leur vie partout, poursuivis partout. Là, Durruti ne surpassait pas les autres. Tous étaient à la même hauteur, chacun jouait sa vie pour son frère de lutte.

Quand on parle de cette aspect de l'activité de Durruti, il ne faut donc pas s'y méprendre. Il n'a jamais exproprié pour lui-même. Il n'a jamais travaillé. Quand il vécut en France et en Belgique dans des périodes d'exil et de calme forcé, il exerça son métier de mécanicien.

ACTIVITE MILITANTE

Son activité terroriste amena pour lui bien des persécutions. Deux fois la condamnation à mort plana sur lui. Ses emprisonnements furent nombreux. Il alla au bagne, où par son influence personnelle, il sut éviter, en plus d'une occasion, des soulèvements qui n'auraient abouti qu'à des massacres inutiles.

Il fut déporté en Afrique, arrêté et rossé de la façon la plus abominable par les gardes d'assaut de la République. Son organisme d'athlète résistait, mais celui d'Ascaso, moins solide, en était terriblement ébranlé. La police républicaine le tuait simplement, d'une façon systématique par les tortures journalières qu'elle leur appliquait durant les périodes de détention.

Cependant, Durruti s'était mis à lutter pu-

bliquement. Lui et Ascaso occupaient la tribune, propageaient les idées. Ils prenaient bien toujours une part indirecte à la préparation de la révolution sociale, qu'ils poursuivaient sous la république aussi bien que sous la monarchie, mais ils apportaient aussi leurs efforts à la mobilisation de l'esprit public pour faire cette révolution.

L'activité individuelle de Durruti tendait donc toujours, et il convient d'en bien tenir compte, à aider le mouvement social. Elle n'avait pas le caractère individualiste ou nihiliste qu'on trouve souvent chez beaucoup d'hommes de ce genre. Cette position avait du reste été la cause d'une rupture, au sein du groupe « los Solidarios » formé à Barcelone pendant les premières années de lutte, après une discussion théorique qui dura toute une nuit.

LE GUIDE REVOLUTIONNAIRE

Il était toujours, avec ses amis, l'inspirateur de l'action. Aussi, quand la menace fasciste se précisa en Espagne, il fut un de ceux qui, une semaine auparavant, prirent leurs précautions et firent leurs préparatifs. Des officiers de tendance républicaine le visitèrent pour coordonner l'action. Les autorités antifascistes eurent recours à lui pour préparer la résistance. Et quand il fallut lutter, lui, Ascaso et Garcia Oliver — leur inséparable camarade de combat pendant bien des années — furent les héros derrière lesquels gardes d'assaut, carabiniers, et les quelques gardes civils antifascistes de Barcelone, marchèrent, électrisés par leur courage.

Après leur première expédition en Aragon. Les fascistes avaient pris bien des cantons voisins de la Catalogne. Les forces de Durruti reconquirent un grand nombre de villages, livrèrent des combats dans lesquels le nom de leur guide effrayait souvent l'ennemi autant que l'efficacité du tir.

C'est surtout le prestige personnel, l'influence morale, qui permit à Durruti de faire la belle besogne que l'on enregistre en Aragon. Il était toujours aussi simple, aussi jovial, et avait une âme d'enfant sous sa cuirasse de héros. Mais il ne permettait pas d'immoralité. Les mauvais combattants étaient renvoyés sans pitié, les immorales menaces de peine de mort, les femmes perverses mises en wagon et expédiées à Barcelone.

Sa colonne fut en réalité son œuvre. Il était toujours au milieu des miliciens, mangeait le même ragoût, certaine fois donna, à un camarade trop hiérarchisé, une leçon de simplicité en refusant de s'asseoir à la table où un bon repas l'attendait, pour aller faire la queue sa gamelle à la main, et manger comme les miliciens.

LE CONSTRUCTEUR

Il avait un sens commun, une compréhension logique des choses qui compensait un manque de plus grande culture intellectuelle. Tout ce qu'on a fait de bon en Espagne est du reste l'œuvre de ce genre de mentalité.

Un jour, à Bujaraloz où il s'était installé avec son état-major, il appela un certain nombre de camarades qui étaient les meilleurs militants de leurs villages.

— D'où es-tu, toi ? demandait-il à chacun d'eux. Les camarades le lui disaient. Eh bien, finit-il par leur dire, vous allez retourner chez vous.

Tous se récrièrent. Ils voulaient lutter contre le fascisme, reconquérir les régions perdues. Mais Durruti fut inébranlable. Il leur expliqua qu'ils étaient nécessaires pour organiser la vie sociale sur de nouvelles bases, et que personne ne pourrait les rem-

placer dans leurs villages, tandis que pour la lutte armée il y avait autant d'hommes qu'on en voulait. Et c'est par cette décision à laquelle les interpellés finirent par se soumettre, que la construction sociale fut possible dans bien des villages.

Il n'intervint jamais ni personnellement, ni indirectement pour pousser à la socialisation. Il se contenta de créer l'atmosphère de sécurité, la garantie de respect sans lesquelles les collectivisations auraient été impossibles. C'est en grande partie par la protection politique que ses forces représentaient, que l'Aragon put se socialiser comme il l'a fait, et donner à l'histoire un exemple merveilleux de réalisation libertaire.

Le Conseil d'Aragon fut aussi dû à son initiative. Il espérait reconquérir bientôt Saragossa, ce qui lui fut impossible par le refus de lui donner des armes auquel il se heurta toujours. Il comprenait que le pouvoir central tâcherait, dès qu'il le pourrait, d'asseoir sa domination sur la région, et pour l'éviter il eut l'idée de créer une espèce de pouvoir nominal, derrière lequel la socialisation se poursuivrait.

Il ne s'était pas trompé dans ses calculs et les résultats qu'il cherchait furent atteints tant que le Conseil d'Aragon a existé.

Durruti se rendit compte parmi les premiers que les milices, telles qu'elles étaient organisées, ne répondaient pas suffisamment aux besoins de la guerre, et il proposa, avant tout autre dans notre mouvement, de leur donner une structure nouvelle, avec une discipline et un mécanisme qu'on a, par la suite, appelé militarisation.

Les défauts de l'arrière ne lui passaient pas inaperçus. Dans ses courts séjours à Barcelone, il dit quelquefois à propos de son opinion, et dans son agonie, il en parlait encore.

INCARNATION DE LA REVOLUTION LIBERTAIRE

J'insiste donc sur ce fait qu'il y avait en lui, non seulement un révolutionnaire d'action au sens classique du mot, mais encore un constructeur, un homme qui savait donner des orientations concrètes d'organisation, qui savait prévoir, qui avait un sens politique des problèmes et qui embrassait la responsabilité d'un mouvement sans jamais s'égarer.

Il ne cessa pas un seul instant d'être anarchiste et d'agir comme tel au milieu de la révolution. Il ne fut pas de ceux qui délèguèrent aux gouvernements ce qu'il fallait faire à la base, par la base, et au bénéfice de la base. Tout en préconisant la collaboration avec les autres secteurs, il ne perdait pas de vue ce que nous devons réaliser par nous-mêmes, ni la responsabilité directe qui nous incombait dans les problèmes qu'il nous appartenait de résoudre.

Dans ce sens, je crois qu'il voyait infiniment plus juste que les camarades de plus grande envolée de dialectique, et que sa mort a causé à la Révolution que nous avons préconisée un mal irréparable, car son cœur était celui d'un ouvrier, son esprit ne perdait jamais sa simplicité, il ne se grisait à aucun moment, et c'est toujours dans le peuple, avec le peuple qu'il aurait travaillé, qu'il aurait apporté sa capacité d'action et tout son prestige.

Il manqua, et terriblement, à ceux qui veulent continuer à donner à la Révolution un contenu socialiste libertaire. Pour nous, dans la perspective du temps, il sera le plus pur symbole, la meilleure incarnation de notre révolution. Et ceci tant par son esprit que par sa capacité d'action, et par sa juste vision des problèmes qu'il fallait résoudre.

ROBERT LEFRANC.

ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

Lettre ouverte aux camarades d'Espagne

Vous êtes depuis quelque temps la cible d'une provocation qui finira par s'effriter, mais ce qui advient n'est pas nouveau et paraît presque inévitable. Il est impossible de concevoir la révolution nettement détachée de la contre-révolution, et il me semble que la fonction première des révolutionnaires en ce moment est de ne pas se laisser circonscire et d'élargir la base de leur action, parce que plus l'action révolutionnaire est restreinte, plus il est possible à la contre-révolution de l'emporter.

Je me rends parfaitement compte de votre préoccupation, mais ne l'exagérez pas, car l'exagération a pour limite l'inaction, et l'inaction, si elle se manifeste, encourage la contre-révolution, fait croire aux ennemis que le champ est libre et que, en conséquence, ils peuvent vivre en toute sécurité. La guerre et la révolution ne peuvent pas marcher côte à côte ; je l'avais compris à travers l'histoire, j'en ai eu la certitude plus complète pendant l'année que j'ai vécue parmi vous. A celui qui, de l'étranger, vous reproche une attitude qui n'est pas en rapport avec les préceptes d'un anarchisme pur, vous pouvez lui répondre de faire son examen de conscience.

« — Qu'as-tu fait pour empêcher cela ? »

Et si, à une aussi légitime demande, le critique ne répond rien qui vaille ou qui soit concret, n'insistez pas, ne vous fâchez pas contre lui, laissez-le de côté comme quelque chose d'inutile.

Face au prolétariat mondial, votre cause est juste, votre conscience tranquille.

Si, vous n'avez pas fait davantage, c'est que vous ne le pouvez pas, les moyens dont vous disposez n'étant pas en rapport avec votre volonté.

Je répète ici ce que j'ai soutenu ailleurs, dans cette brève suite d'articles. En Espagne, la Révolution n'a pas eu son épanouissement intégral pour deux raisons : la première, parce que, une partie de la démocratie, so-disant républicaine manqua à sa fonction en négociant avec les généraux factieux, la deuxième tient au manque de rapidité chez les révolutionnaires. Pour armer des colonnes — d'ailleurs insuffisantes — ils ont perdu un temps considérable, pendant lequel les fascistes, ranimés, se sont réorganisés et préparés pour la défense.

Cette lenteur, nous devons l'attribuer, outre au tempérament espagnol, à la facilité avec laquelle on croyait pouvoir écraser le fascisme ; mais les surprises de la guerre nous sont justement fournies par la sous-estimation de l'ennemi.

Faute générale, de tous, et non spécifiquement imputable à nos camarades.

Dès les premiers jours, les camarades espagnols se sont davantage préoccupés du problème de l'arrière que de celui du front. Autre erreur, car en pareille circonstance, tout problème social est intimement lié au facteur guerre. Mais, pour cela aussi, il faut généraliser.

Un jour, un camarade m'expliquait le fonctionnement d'une entreprise collectivisée :

« Entièrement d'accord, lui dis-je, cependant tout cela n'est rien si nous ne gagnons pas la guerre ».

La militarisation a été une conséquence logique de la lenteur. Si le fascisme avait été frappé rapidement sur le front par les éléments provenant de l'insurrection de Barcelone et d'ailleurs, il aurait été absurde de parler de militarisation. Mais le fascisme étant capable, après les premières résistances, de s'organiser pour l'offensive, il fallait lui opposer une autre force organisée. Bien entendu, cela n'excluait pas les formations volontaires auxquelles j'ai brièvement fait allusion dans cette étude et qui auraient donné tout au moins l'impression que nous savions combattre le fascisme, même en dehors des rangs officiels et avec plus d'ardeur que dans les rangs officiels. Garibaldi républicain fit toutes les guerres de l'indépendance italienne en dehors de l'armée piémontaise et Garibaldi se révéla être le meilleur condottiere de son temps. Makhno écrasa le général factieux avant et en dehors de l'armée rouge.

Aujourd'hui, camarades espagnols, vous êtes pris dans ce dilemme : si vous n'êtes pas du côté du gouvernement Négrin, qui a ouvert toutes larges les portes à la restauration bourgeoise, on peut vous accuser de faire le jeu du fascisme ; si vous lui offrez votre appui, même tacite, dans la crainte du pire, on peut vous accuser de trahison, de renonciation à la pratique de ces principes révolutionnaires pour lesquels nous comptons, par milliers, les camarades morts sur le front et à l'arrière.

La Russie, de laquelle on pouvait licitement espérer quelque chose de solide et de probe, a agi avec chantage. Ses commissions techniques se sont transformées en épiphyres du Parti communiste espagnol qui, comme en Russie, laissant de côté sa fameuse dictature du prolétariat, travaille pour le rétablissement du vieux ordre bourgeois.

Le prolétariat révolutionnaire espagnol est désormais coincé entre Franco et Staline. S'il se sauve du fascisme blanc, il tombera dans le fascisme rouge, en admettant que les deux ne s'accordent pas pour se partager la peau du peuple ibérique.

Malgré tout, j'ai foi dans la juste sens révolutionnaire du prolétariat ibérique. Son salut est en lui, il ne peut pas l'attendre des autres.

Camarades espagnols, vous, avec le prolétariat des usines et des champs, vous représentez la seule force révolutionnaire de la péninsule. Ne vous épuisez pas en combats partiels, qui ne rejoignent pas la véritable objectif. Sachez patienter, c'est l'ensemble qui compte, ne l'oubliez pas.

Si de cette situation, la C. N. T. et la F. A. I. peuvent sortir de l'affaire sans se meurtrir, le combat n'est pas perdu. La réaction du gouvernement Négrin et de tous les staliniens peut être balayée d'un jour à l'autre par un nouveau et plus énergique 19 juillet.

Pour cela, il ne faut pas épuiser les forces du prolétariat mais savoir les employer en temps utile.

Il faut, en conséquence, être vigilants pour agir,

VIOLE.

CINQUANTENAIRE D'UN CRIME CAPITALISTE

LES MARTYRS DE CHICAGO

Si l'histoire comporte des dates qu'il est coutume de commémorer, si des anniversaires rappellent le souvenir d'êtres ou d'événements, il est à déplorer que ce dernier onze novembre ait été le prétexte de manifestations patriotiques auxquelles participèrent toutes les classes, alors que s'offrait au monde ouvrier une célébration plus indiquée, celle des martyrs de Chicago. Il y a cinquante ans (11 novembre 1887) que furent pendus par le capitalisme américain les militants héroïques Spies, Fisher, Engel et Parsons. Leurs co-accusés, Nebe, avait été condamné à 15 ans de bagne, Fielden et Schwab à la détention perpétuelle et Lingg, promis comme eux au supplice, s'était fracassé la tête en fumant un cigare de fulminante.

Rappelons brièvement les circonstances de drame. Dès 1885, les organisations syndicales américaines décident une agitation pour arracher la journée de huit heures.

Au mois d'avril 1886, un vaste mouvement de grève s'étend sur l'Amérique industrielle et gagne Chicago. Le 1^{er} mai, la grève se déclenche à la fabrique de machines agricoles Mac Cormick. Le 3, les grévistes s'assemblent devant les portes et huent les « jaunes » embauchés par les patrons. Mais la police charge les manifestants, tire sur la foule. Ce fut un véritable massacre.

Une émotion extraordinaire s'empare du monde ouvrier américain. Un meeting monstre est organisé en plein air. Les travailleurs y affluent. Soudain, alors que la manifestation se termine et que la foule se disperse, 200 policiers armés se ruent sur elle. Mais, avant que leur vague d'assaut ait atteint son but, une bombe éclate dans

leurs rangs, en tuant quatre, en mettant vingt hors de combat.

On ne sut jamais qui avait lancé l'engin. Le patron s'en servit comme prétexte à la répression la plus sauvage. Un procès monstrueux avec des faux témoins et des juges de complaisance fut monté et on traduisit devant un véritable tribunal d'inquisition tous les leaders ouvriers et les organisateurs du meeting.

Plus tard, en 1893, un gouverneur de l'Illinois, Aligeld, entreprit la révision du procès odieux. Les emprisonnés furent libérés, les morts réhabilités et l'infamie des juges dénoncée publiquement.

Ce drame eut une répercussion et une influence considérables sur le mouvement ouvrier international. Le 1^{er} mai devint un jour de manifestation ouvrière dans tous les pays. Enfin, il fut une des consécérations de l'anarchisme, et, allant à l'encontre du but poursuivi par la réaction, il détermina le prolétariat à l'action militante.

Dans l'article remarquable qu'il consacra dans la *Revolución Proletaria* aux martyrs de Chicago, Louzon écrit :

« Ainsi, par l'une de ces ironies habituelles de l'histoire, l'attentat fausement attribué aux anarchistes de Chicago afin de supprimer le mouvement ouvrier et de tuer l'anarchisme fut l'origine d'attentats anarchistes, réels cette fois, consacra l'anarchisme et contribua à la naissance du mouvement ouvrier mondial. »

L'attitude des prisonniers devant leurs bourreaux force l'admiration. Chacun d'eux fut au tribunal une profession de foi qui condamnait la société. S'adressant au président, Spies, s'écria : « Ma défense, c'est notre accusation : les causes de mon soi-

disant crime sont votre propre histoire », et Fischer désignant l'avocat général Grinnel déclara : « Je connais un homme qui est en passe de devenir un assassin, c'est Grinnel qui a amené sur les bancs des témoins des hommes dont il savait qu'ils allaient se parjurer. »

Parsons, qui n'avait pas été arrêté vint se constituer prisonnier le jour du procès. Sa déclaration fut un réquisitoire contre le capitalisme et ceux qui le soutiennent :

« Vous accusez les anarchistes d'usage de la force et de la rébellion, dit-il, c'est faux. Vous vous condamnez par votre propre bouche. L'état présent de votre société est basé, maintenu et perpétué par la force. Ce système capitaliste que nous avons aujourd'hui ne durera pas vingt-quatre heures s'il n'était pas soutenu par les baïonnettes de la police. »

Et, terminant, il fit cette profession de foi dont tous les ouvriers devraient adopter les termes :

« Je suis un internationaliste. Mon patriotisme dépasse les limites d'un seul état ; le monde est mon pays ; tous les humains sont mes compatriotes. Les prolétaires n'ont pas de patrie. Ils sont déshérités dans tous les pays. Partout les salariés sont la dépendance des riches. Ils sont partout les parias de la société, sans demeure et sans patrie. De même qu'ils ont créé toutes les richesses non pour eux, mais pour leurs maîtres, de même ils luttent dans toutes les guerres, non pour eux mais pour leurs maîtres. »

Que le courage et l'exemple magnifique de ces anarchistes restent présents à la mémoire de tous les sincères révolutionnaires.

Les partis ouvriers devant la guerre et la révolution

(Suite de la 1^{re} page.)

Les dirigeants de la III^e internationale ne peuvent guère, d'un autre côté, songer à une révolution française succédant à la guerre. Le désir du peuple d'échapper à la continuation de la tuerie, supprimera presque à coup sûr toute possibilité dans ce sens.

Quel est donc le mobile qui entraîne de temps à autre les dirigeants communistes à rappeler l'existence des horizons révolutionnaires issus de la guerre ? Ils ont, évidemment, la possibilité de déclarer que l'expression : situation révolutionnaire peut être prise dans différents sens : Cette situation est susceptible d'amener un mouvement insurrectionnel qui vise à changer le type de gouvernement, ou bien les conditions réunies rendent probable une tentative de révolution sociale. On peut aussi soutenir que l'apparition d'une situation révolutionnaire concerne davantage les pays fascistes que les nations démocratiques.

Quoi qu'il en soit, bornons-nous à considérer les résultats recherchés — et obtenus — sur l'esprit des masses ouvrières influencées par le parti : Le tournant brusque abordé par lui ne doit pas être assez aigu pour que s'y cassent les reins d'adhérents anciens ; le sentiment patriotique et le sentiment révolutionnaire doivent être mariés bien gentiment, bien doucement. Traîner une fuméeuse chandelle révolutionnaire parmi les phrases jacobines et les déclarations patriotiques ne peut-il contribuer à l'acceptation de la guerre par les masses ouvrières et paysannes, non pas avec résignation, mais avec allant ? A la défense de la démocratie contre le fascisme, le mirage d'une transformation sociale heureuse naissant du conflit ne viendra-t-il pas ajouter ses effets ?

Tout ceci ne désigne nullement — disons-le en passant — le parti communiste comme le seul parti ouvrier qui fasse admettre aux prolétaires la guerre pour la défense d'un bloc capitaliste. Le parti socialiste S.F.I.O. œuvre dans la même intention, mais avec d'autres moyens, ayant, contrairement au parti communiste, accepté depuis la dernière guerre (tout au moins sa majorité) l'idée de défense nationale. L'attitude différente des deux partis quant à l'ouverture de la frontière espagnole, les ministres S.F.I.O. expliquant leur façon de faire par la nécessité de sauvegarder la paix, n'enlève rien à cette constatation.

Le capitalisme français a des intérêts à sauvegarder en Espagne : Le gouvernement français — ministres socialistes y compris — défend donc, dans les affaires d'Espagne, les intérêts de son capitalisme national ; il veut, d'autre part, éviter tout désaccord avec l'Angleterre, cherchant à maintenir l'union des deux nations pour le prochain conflit. L'Angleterre lutte, elle, avant tout contre une transformation col-

lectiviste en Espagne, pour la conservation de ses puissantes positions dans le domaine économique ibérique. Pour ce qui est des Russes, ils pensent que l'attitude de l'Angleterre dans une guerre européenne n'est pas si certaine que la France puisse, en voulant la déterminer, se laisser menacer sur une troisième frontière, menace accompagnée d'un agencement qui vise à supprimer les liaisons avec l'Afrique du Nord. Question de tactique et de confiance en l'Angleterre !

On constate chez certains chefs socialistes une défiance relative aux forces militaires russes. Récemment, Paul Faure, au cours d'un festival de la paix, au Moulin de la Galette, prononçait, d'après certains journaux, les paroles que voici : « Il y a un an, nous avons été à deux doigts de la guerre, et c'est grâce à l'inflexibilité de Léon Blum qu'elle a été évitée... La Russie était trop lointaine et, d'ailleurs, depuis, par milliers, ses généraux, ses colonels, ont été fusillés. Et pour quel motif ? Etre les agents de l'étranger ? Si l'accusation est exacte, la chose est vraiment terrible, et si, par malheur, elle était fautive, et si des milliers de militaires innocents ont été fusillés, que pouvons-nous espérer d'un tel pays ? » Si ces phrases ont été réellement prononcées, des différences notables de pensée entre les dirigeants des deux partis ouvriers, sur les capacités guerrières de l'U.R.S.S. jouaient leur rôle dans la divergence de leurs attitudes au sujet de l'Espagne.

Ces comportements divers n'indiquent en rien une plus ou moins grande opposition à la guerre. Une guerre retardée n'est pas une guerre supprimée : le conflit devient seulement plus redoutable, les nations aux prises — l'Angleterre en premier lieu — ayant pu s'y préparer plus longtemps et plus sûrement.

Du fait que les anarchistes estiment qu'une tentative de transformation sociale émanée de la guerre posséderait peu de raisons de succès, il ne faut point déduire qu'ils s'abstiendraient d'y jouer leur rôle. Si réduites que soient leurs chances, les véritables chances du peuple travaillant, ils les tenteront. Ils ont fait leur, depuis longtemps déjà, la vieille maxime de Guillaume Tacite : « Il n'est point de succès pour périr pour entreprendre, ni de revers pour persévérer. » Cependant, si nous revenons à l'époque actuelle, nous conviendrons que le développement de l'Union anarchiste, l'accroissement de son influence, certains signes de renaissance, ici et là, du syndicalisme révolutionnaire nous interdisent le découragement. Et nous espérons !

G. ROLLET.

RE UNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

JEUDI 18 Saint-Ouen

LE SORT DE L'ESPAGNE

Orateurs : R. Coudry, Huart.

Levallois

Café Giroux, 83, rue Chevalier.

L'organisation des anarchistes et le travail des Groupes

VENDREDI 19 Brunoy

Salle Vidal, place de la Gare.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Dautrean, Servant, Ringes.

Paris V-VI

à l'Eglantine, 45, rue Mouffetard.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Frémont de l'U.A., Ringes, des J.A.C.

Asnières

Salle du café Mourinoux, 10, rue Mourinoux

à 20 heures 30.

LE SORT DE L'ESPAGNE

Orateurs : R. Coudry, Patonni.

MARDI 23 Colombes

Salle du Chalet du Cycle, boulevard Valmy.

LA PATRIE, CE MENSONGE

Orateurs : Maurice Dautrean, Aurèle Patonni.

MERCREDI 24 Paris IX

Café « Le Cadet », rue Cadet.

CE QU'EST L'ANARCHISME

Orateur : Dautrean.

VENDREDI 26 Paris III-V

Salle des J. L. R., 10, rue Dupetit-Thouars.

LA PATRIE, CE MENSONGE

Orateurs : Dautrean, Patonni.

RECTIFICATION

Le camarade Juliot nous prie de rectifier ainsi le passage du compte rendu du Congrès de l'U.A. qui le concerne (« Lib » n° 575, page 6, 1^{re} colonne) :

« Juliot s'est toujours déclaré contre la réligibilité immédiate des « responsables » dans n'importe quelle organisation, aussi bien anarchiste que syndicale ; d'où son accord avec la motion Banlieue Sud. contre la réligibilité. »

Perfide Albion...

(Suite de la 1^{re} page.)

De quoi s'agit-il, en effet ? D'une tentative isolée du gouvernement anglais pour sortir d'une impasse. En finir avec la guerre d'Espagne et au besoin au profit de Franco, en finir avec la guerre sino-japonaise par un règlement de la question d'Extrême-Orient, et cela sans que les intérêts britanniques soient lésés, c'est-à-dire sans que les richesses minières de l'Espagne échappent au capitalisme anglais, sans que la prépondérance anglaise soit menacée en Méditerranée et le long des voies qui unissent la Métropole à son Empire, voilà le but. Quant aux moyens, ils nous échappent encore pour le moment, mais il n'est pas interdit de penser que le gouvernement anglais dispose d'arguments décisifs et recoure à certains marchandages propres à lui rallier ses interlocuteurs. Nous ne jugeons pas impossible que l'Angleterre ne joue ouvertement Franco gagnant, un Franco d'ailleurs amadouré, qui lui devrait sa victoire et saurait lui accorder de substantiels témoignages de sa reconnaissance. Il n'est pas non plus invraisemblable qu'elle accepte de « reconsidérer » au profit de Hitler la question de l'Europe Centrale, celle de l'Autriche et des minorités allemandes de Tchécoslovaquie. Il se peut enfin qu'une nouvelle distribution des mandats coloniaux soit envisagée qui aboutirait au transfert à l'Allemagne de ses anciens domaines. D'autres combinaisons sont d'ailleurs possibles.

Sans doute, il n'est pas exclu qu'elles échouent. La caractéristique du régime capitaliste est l'extrême difficulté qu'il trouve à sortir de ses malaises internes autrement que par la guerre. La France, en particulier, peut s'opposer plus ou moins efficacement au plan anglais, surtout s'il lui est demandé de consentir certains sacrifices, par exemple dans le règlement des mandats. Il est vrai, aussi, que la France, isolée, pourra être amenée à une compréhension plus modeste, c'est-à-dire plus en rapport avec sa puissance véritable, du problème colonial. Quand les diplomates auront épuisé leur provision d'arguments, c'est, en effet, la force qui décidera, et il est probable, dans ces conditions, que le gouvernement français saura s'incliner avec bonne grâce... Jusqu'au jour où de nouvelles et plus graves difficultés ayant surgi — car un accord aussi limité ne saurait résoudre les contradictions profondes de l'impérialisme — et un nouveau rapport de forces s'étant réalisé qui rende possible la guerre, celle-ci apparaîtra comme un règlement de comptes longtemps différé, mais auquel il en faut bien venir parce que tout arrangement est désormais impossible.

Que conclure ? Sinon que les termes démocratie et fascisme n'ont aucun sens sur le plan des rivalités internationales. La France et l'Angleterre ont pu avoir une politique commune durant ces dernières années. Dans la mesure où les intérêts des deux impérialismes semblaient cadrer, rien ne les a empêchés de faire, comme on dit, un bout de chemin ensemble. Il n'en va plus de même si l'un d'eux agit, par une action délibérée et dont il espère tirer bénéfice, ne peut plus accorder son jeu avec celui de l'autre. Le divorce, dès lors, s'impose. Et, pour les mêmes raisons, l'union avec l'adversaire « idéologique ». C'est la leçon qu'il faut tirer des événements présents. Puisse-t-elle incliner les prolétaires de ce pays à rejeter certains jugements précipités et à comprendre que, derrière la lutte apparente des idéologies, se dissimulent les conflits réels des impérialismes. Ce sont ces derniers qui conditionnent la politique des gouvernements. Celle du gouvernement français comme les autres.

LASHORTS.

Comment le gouvernement de Front populaire comprend l'aide à l'Espagne en expulsant nos camarades et en mettant obstacle aux envois de vivres

Nous sommes habitués à voir laisser passer des vivres à destination de l'Espagne. Franco et cela malgré le pacte de non-intervention (il est vrai à sens unique) et voir ces mêmes articles refusés à une Espagne « Républicaine » qui défend son droit à la liberté.

Mais où cela atteint le comble, c'est, alors que, non seulement on ne laisse passer ni matières premières, ni denrées alimentaires, ce qui affame tout un peuple, on signale à des commandos du Comité de la Fédération des Espagnols d'Action Antifasciste de quitter la France dans les quatre jours malgré que certains d'entre eux soient en France depuis plus de vingt ans et que, expulsés sous le règne de Chiappe, ils aient été tolérés sous des gouvernements tels que ceux de Tardieu et Laval. Ces camarades s'étaient donc pour tâche de collecter des vivres et des fonds pour leurs compagnons et cela depuis le soulèvement des Franco et autres vendus au capitalisme mondial.

Nous signalons, entre autres, le cas d'un travailleur résidant en France depuis dix ans, marié à une Française père de deux enfants. Parce qu'il est employé par ledit comité comme chauffeur pour transporter des vivres en Espagne, il a reçu une feuille d'expulsion lui signifiant de quitter la France dans les huit jours. Cependant ce camarade n'est même pas membre du comité !

Est-ce pour appliquer l'interdiction annoncée par Franco que la France interdit de faire passer des vivres en Espagne ?

Est-ce pour arriver à ces résultats que les travailleurs ont voté « Front Populaire » ? Nous protestons contre ces iniquités qui déshonorent ceux qui les commettent et nous demandons à tous les antifascistes de joindre leurs protestations à la nôtre pour que finissent ces actes arbitraires.

LE PREMIER DEVOIR DU MILITANT EST DE S'ABONNER AU « LIBERTAIRE »

Jeunesse Anarchiste Communiste

La retraite des vieux travailleurs

Au premier abord, ce titre ne semble pas être à sa place dans les colonnes de la JAC, mais c'est un cri à la mode et il faudrait malgré tout ce qu'on en a dit, en reparler.

En effet, nous voyons les partis de gauche se lancer dans un battage publicitaire de foire sur ces quelques mots. Ils nous débitent des slogans genre : Du travail pour les Jeunes, du repos pour les Vieux. C'est peut-être le mot d'ordre idéal pour scander une marche de troupeau militariste ou pour beugler d'une tribune électorale, mais cela présente un caractère plus sérieux.

Il ne faudrait pas discuter cette Lapalissade : du repos pour les vieux, s'il n'y avait un péni masqué.

Jeunes prolétaires qui lancez ce mot d'ordre en toute bonne foi, apprenez que vous ne faites que la propagande personnelle d'un futur Duce, Führer ou « Père du Peuple » (suivant la latitude). Ces politiciens apprentis-dictateurs, essaient par tous les moyens possibles de se créer des sympathies nouvelles. Cette fois ils ont misé juste en jouant sur votre amour

familial ou simplement sur votre sentimentalité.

Quels sont les jeunes capables de donner dans ce piège ? Tous, enfin tous ceux qui ont un vieux père, une vieille maman ou un vieux voisin qui rentre un peu plus exténué chaque soir du boulot ou éreinté d'avoir cherché en vain et lassé d'avoir fait la queue pendant des heures au bureau de bienfaisance.

Jeunes, attention, vous êtes fins prêts pour une dictature si vous les écoutez plus longtemps. Quels remèdes peut-on y apporter. D'abord, laissons ces pleurnicheurs à leur tribune ! la cause des vieux travailleurs n'impose pas les lamentations mais l'action. Action sur vos chantiers, à l'usine, dans vos syndicats et dans des manifestations (non pas pacifiques comme à Vincennes) dans Paris même, devant la Chambre et dans tous autres lieux où vos gestes hardis feront trembler toute cette racaille politicienne.

Jeunes, de votre action dépend le bonheur de tous. Pensez-y.

UN JEUNE SYNDICALISTE.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grifuel.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par Sébastien Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, ou devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Mareslain.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

Les Capteurs en Guerre, De Brie à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Pensées aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albion.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Le livre de Kiéber LEGAY

UN MINEUR FRANÇAIS

CHEZ LES RUSSSES

Un vol. de 125 pages : 4 francs.

Franco : 4 fr. 50.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Deux preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immortalité du mariage, son René Chaghi.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

L'Anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libéralisme, par Jules Lermina.

Malibus et l'Anarchisme, par C. L. James.

Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Ekaouine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Peste religieuse, par Jean Most.

La Loi et l'Autrité, par Kropotkine.

Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

A mon frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhetorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Paix, par Paul Lafargue.

La Conquête du Pain, par Kropotkine...

Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 vol.

L'Anarchie, Philosophie, son Idéal, par Kropotkine...

Dieu et l'Etat, par Bakounine...

Idees sur l'Organisation Sociale, par James Guillaume...

L'Internationale, Documents et Souvenirs, tomes 3 et 4, les 2 tomes...

Histoire de la Commune, par Lissagavy...

Les Problèmes de la Révolution Proletarienne, par F. Loriot...

La Déchéance du Capitalisme, par Louzon...

Impérialisme et Nationalisme, par Louzon...

Culture Proletarienne, par M. Martinet...

Quelques Brevets, par Ad. Schwitzguel...

Les Joyeusetés de l'Exil, par Ch. Malato...

Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinov...

La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno...

La Grande Retape, par Aurèle Patonni...

Le Rire dans le Ghetto, par Aurèle Patonni...

LES FEONCTIONS CRIMINELLES, par Aurèle Patonni...

LES CHANSONS DE CHARLES D'AVRAY

La douleur, Droits et devoirs. Ecoutez les cloches. Melle. Les reprouvés. Expiation. Les feuilles. La foule. Les fous. Les géants. Les galvaudeuses. La goulueuse. Les grands fantôme.

CONFÉRENCES DE SÉBASTIEN FAURE

La première de cette série de conférences aura lieu le MERCREDI 1^{er} DECEMBRE 1937, à 20 h. 30.

Sujets traités :

« Les Bohards démagogiques de l'Intérêt général — La Défense Nationale — Faire payer les Riches — Le Peuple souverain — Ni Réaction, ni Révolution — Dieu bénit les Familles nombreuses — L'Etat-Providence — Conclusion. »

mes. Les gueux. L'idée. L'insurrectionnelle. Jalousie.

La joie. Loin du rêve. Ma cabane. Ma goss'line. Magistature. Les maisons. Maman. Les masques rouges. Militarisme. Les moissons rouges. Le monde féodal. Les monstres. Nos grandes demoiselles. L'odyssée d'un vagabond. Paillasse. Par ma lucarne. Paroles d'un révolutionnaire. Les penseurs. Petite fille de deux sous. Les petits carreaux.

Les petits oubliés. Le peuple est vieux. Les pieds nus. Le premier mai. La prolétarienne. Puissance et faiblesse. Quand le soir descendra. Roseraie. Les routes grises. Sous la 3^e République. Le triomphe de l'anarchie. Travail. La Toussaint des vivants. Le temps. La vérité. Viens vers nous. La vierge noire. Le vieux savant.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Prix : 4 fr. 50 chaque chanson

Adresser commandes et fonds à A. Schack Chèque postal 487-78, 9, rue de Bondy, Paris-10^e. PRENDRE BONNE NOTE QU'AU CUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 40 % POUR FRAIS D'ENVOI.

ENVOI RECOMMANDE 0 fr. 80 EN PLUS. AUCUN ENVOI N'EST FAIT CONTRE REMBOURSEMENT.

Pour que vive le Libertaire

Sommes reçues du 29 septembre au 31 octobre

Goddit, Levallois, 10 fr.; Guillemain, Besançon, 10 fr.; Desgouttes, Allier, 10 fr.; Gatinos, Juncourt, 5 fr.; Sinnave, Wambrechies, 5 fr.; Jean-cout, 10 fr.; Un ex-milicien, 10 fr.; Delage, Cormelles, 5 fr.; A. H., 10 fr.; un socialiste, 2 fr.; Roger, 5 fr.; Saly, 5 fr.; Boudet, 10 fr.; Choubert, 10 fr.; Millard, Paris, 5 fr.; Chapelier, 5 fr.; un ancien du 172^e, 10 fr.; Pépère, 10 fr.; Stork, Paris, 28 fr.; Lecoq, 12 fr.; Suzanne Aubry, 4 fr.; Cals, 13 fr.; Groupe de Villeparisis, 20 fr.; collecte fête du 3 octobre, 211 fr.; Gégène, 10 fr.; Rolande, 5 fr.; Chaptinelle, 10 fr.; Zipfel, 5 fr.; Lambert, 5 fr.; Marius Durand, 20 fr.; E. Mourges, Montpellier, 10 fr.; Blais, Rennes, 20 fr.; Pondeur, Château-Thierry, 3 fr.; un vieux militant, 10 fr.; P. Monni, Narbonne, 10 fr.; Garabuan, Firmy, 5 fr.; Pichigan, 5 fr.; Leconte, 5 francs; Giraud Eugène, 10 fr.; Tourteau, Paden-sac, 2 fr. 50; E. Barrat, Perthuis, 3 fr.; Vullens, 10 fr.; Lambert, 10 fr.; Beaudon, 10 fr.; Lambert, 5 fr.; Gall, 10 fr.; Christian, 5 fr.; Deproux, 10 fr.; Roussin, 6 fr. 50; Baladrin, 10 fr.; De-marquet, 10 fr.; Le Henaff, 3 fr.; un vieux de sympathisants d'Onnaing, 10 fr.; Campagne, 53 fr.; L'Amie à Babis, 10 fr.; Idem, 5 fr.; A. T. Levallois, 10 fr.; Calmet, 10 fr.; Aubert, J.E.U. N.E.S., 10 fr.; Kluane, 5 fr.; Loyot, Reims, 10 fr.; Hervé, Limoges, 5 fr.; Odéon, 20 fr.; Yves, Gémek, 28 fr.; Nigault, Paris, 5 fr.; Bannier, Le Reuilly, 5 fr.; Claudet, 10 fr.; P. Médard, 10 fr.; J. D., 10 fr.; Devallot, 5 fr.; Le Lann, Brest, 5 fr.; Jasso, 10 fr.; Lemoine, 5 fr.; pour que les anars s'unissent contre les staliniens, versés par Rougier, 200 fr.; Recraux Pax, 10 fr.; Colomb, 10 fr.; Thazoni, Marseille, 10 fr.; Lalo, 20 fr.; Gilbert, Paris, 10 fr.; Navizet Isère, 5 fr.; Tavenot, Valenciennes, 20 fr.; Pressoir, 10 francs; Olive, 5 fr.; Phuchant, Montreuil, 10 fr.; Moreau, 5 fr.; X., 5 fr.; Dupré, Saumur, 10 fr.; X. 5 fr.; un communiste de St-Ouen, 5 fr.; Paul Faure, Montréal, 27 fr.; Jean, Villeneuve-Saint-Georges, 4 fr.; Noël Jugie, 1 fr. 50; E. Bizeau, Massiac, 4 fr.; Groupe bulgare, 76 fr.; Lambert, Arles, 4 fr.; Mira, Marseille, 4 fr.; Grévin, Amiens, 20 fr.; Triollet, Saint-Etienne, 8 fr.; Dayé Lisleux, 4 fr.; X., 3 fr.; L. Lesage, Colombes, 8 fr.; Fayard, Lyon, 8 fr.; Boivin, Rennes, 2 fr.; P. Faure, Montréal, 27 fr.; Bailion, 5 fr.; Lecoq, 10 fr.; Gras, 5 fr.; Touchard, St-Germain, 4 fr. 50; Roches, Montigny-en-Gohelle, 2 fr. 50; Emile Le-riche, 20 fr.; Silvent, Lyon, 10 fr.; Chome père et fils, 20 fr.; A. Faugier, 8 fr.; Chevallier, Etam, 3 fr.; Ticheur, Nice, 10 fr.; Villière, Vaxen-court, 5 fr.; Leblanc, Gagny, 3 fr.; Gissat, Nanterre, 3 fr.; Agier, Marignoles, 20 fr.; group d'An-necy, 100 fr.; Laplane, 10 fr.; Eychenne, Besan-çon, 8 fr.; Lenat, 15 fr.; 5 fr.; X. Y., 5 fr.; Hé-merlé, 26 fr.; Capelan, Allevras, 5 fr.; Beurtheil, Besançon, 8 fr.; Benton, Troyes, 20 fr.; Coura-din, 4 fr.; Mourdan, Paris, 6 fr.; Mignon, Barce-en-Bartell, 10 fr.

Total de cette liste : 1.763 fr.

Communications diverses

♦ Marseille-Saint-Antoine. — Le groupe libe-rtaire de Saint-Antoine donnera, dimanche 21 novembre, à 10 heures du matin, dans la salle du bar de la place

Pour briser

l'offensive patronale,
contre-offensive

ouvrière pour

Le contrôle ouvrier!

L'échelle mobile!

Syndicats et grèves politiques

Je reviens sur l'argumentation de Froideval, que la grève d'une heure de la métallurgie avait des buts politiques parce que la question espagnole y était mêlée. Et je disais : « Même si c'est vrai, quelle importance ça peut-il avoir ! »

Politique dans les syndicats ? Voyons Froideval, il faut être sérieux. Est-ce que les syndicats ne demandent pas tous les jours l'application, non pas du plan de la C.G.T., mais du programme du rassemblement populaire ? Est-ce que la C.G.T. ne propose pas une heure de travail supplémentaire qui serait versée, non pas à la Confédération, mais à l'Etat, pour financer la retraite des vieux ? Est-ce que la C.G.T. n'a pas accepté la pause, pour ne pas créer d'ennuis au gouvernement ? Est-ce que l'échelle mobile n'a pas été sacrifiée dans le seul but de ne pas mettre le gouvernement en mauvaise posture au Sénat ? Est-ce que la reconduction des conventions collectives n'a pas été admise dans le seul but d'assurer le triomphe de l'Exposition ? Est-ce que, depuis 1936, toute l'action de la C.G.T. n'a-t-elle pas été conditionnée par le souci de ne rien faire qui puisse gêner, si peu que ce soit, le gouvernement ou le rassemblement populaire ? Tout cela n'est-il pas de la politique, et de la plus sale ? Cependant, pas un des responsables n'a jamais protesté, même pas toi, Froideval.

Alors, lorsqu'il s'agit de l'Espagne, pourquoi

dire : c'est de la politique. Certes, il en est qui ont derrière la tête, des idées politiques. La victoire du peuple espagnol est le cadet de leurs soucis. Leurs mots d'ordre : « Aide à l'Espagne républicaine ; liberté du commerce pour le gouvernement espagnol » font bon marché du peuple espagnol. Il était de tradition syndicale de ne pas confondre les peuples avec leurs gouvernements.

Il était de tradition syndicale, que la solidarité ouvrière ne connaissait pas de frontières. Tout est changé. Les syndicats ne marchent plus que pour des mots d'ordres politiques.

C'est pourquoi la classe ouvrière demande la liberté du commerce pour le gouvernement espagnol. Et elle doit le faire. Il est inadmissible que la non-intervention aboutisse à permettre le ravitaillement de Franco et le boycott du gouvernement espagnol.

Certes, on a dit, on dit encore que ce qu'appelle faussement la non-intervention, a empêché la guerre. C'est possible. C'est pas certain. Ce qui est certain par contre, c'est qu'elle a permis l'intervention fasciste ; qu'elle a isolé les syndicalistes espagnols au profit des partis politiques ; qu'elle a empêché l'aide internationale des travailleurs.

Ce blocus monstrueux dû aux politiciens de toute opinion et de partout, il faut le faire ces-

ser. La C.G.T., la F.S.I. se doivent d'agir. Si les organisations syndicales, n'avaient pas lié leur action à celle de leurs soi-disant gouvernements démocratiques, l'Espagne ouvrière n'en serait pas au point où elle en est.

Peut-être que demain, Franco aura vaincu.

Peut-être que demain, si le gouvernement espagnol, donne aux puissances démocratiques l'assurance qu'il saura mater les véritables révolutionnaires, et prouve qu'il ne songe qu'à instaurer une république démocratique à base capitaliste, peut-être recevra-t-il l'aide nécessaire pour sortir victorieux de la lutte.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, le prolétariat sera vaincu. Cela ne doit pas être, cela ne sera pas, si la classe ouvrière ne veut pas que cela soit. Il ne s'agit pas de politique, il s'agit de solidarité ouvrière, de solidarité syndicale. Il faut que la C.G.T. entre directement en relations avec nos camarades de la C.N.T. et de l'U.G.T. Il faut qu'elle s'emploie à leur fournir toute l'aide qui leur sera nécessaire. Il faut qu'elle les aide à vaincre.

Si nos camarades devaient être vaincus, la responsabilité de nos dirigeants syndicaux, serait lourde. Qu'ils n'oublient pas qu'il est un geste plus méprisable que celui de Judas, c'est le geste de Ponce-Pilate.

CAM.

Le Mouvement Syndical

DANS LES SERVICES PUBLICS

Au sujet de la grève avortée

Nous pensons qu'il n'est pas trop tard pour examiner de près la grève avortée du 4 novembre dans les Services publics.

Du point de vue révolutionnaire, il y a des enseignements à en tirer. On peut constater la trahison des dirigeants syndicaux (abandon du plan primitif de lutte par les grandes Fédérations, puis entente avec Dornoy, à la suite de laquelle est ordonnée « in extremis » de surseoir à la grève des travailleurs communaux et services de santé. Et tous ceux qui assistaient à la réunion du 12 novembre ont pu se rendre compte, en écoutant leurs discours, de l'antagonisme viril, bien que masqué, qui existe entre la tendance des ex-réformistes (Jayat) et celle des communistes (Snodck), toutes choses qui nuisent à l'action syndicale.

Mais reprenons les faits ; ils parlent d'eux-mêmes.

Comprenant enfin, que les pourparlers et que les stations dans les antichambres ministérielles ne servaient plus à rien, les travailleurs des Services publics finirent par se rebeller, demandant à leurs dirigeants de préparer une manifestation destinée à mettre le public au courant de leur triste situation et à faire céder le Gouvernement.

Dès le 24 et 25 septembre, le principe d'une cessation de travail est adopté par le Comité national. Le 7 octobre, on en arrête les modalités et le 30 octobre l'intersyndical des Services publics de la R. P. communiquait :

« La Commission Exécutive de l'Intersyndical, réunie successivement les 26 et 29 octobre 1937, décide d'effectuer (sous l'égide des Fédérations des Services publics, de santé, de l'éclairage et des forces motrices), UN PREMIER GESTE D'ACTION DIRECTE, et ce, face aux Pouvoirs publics et aux assemblées élues, DANS LA JOURNÉE DU 4 NOVEMBRE.

L'action engagera toutes les forces des Services publics de la R. P., y compris les services décisifs de transports et de l'énergie, et sera coordonnée de la façon suivante... » (suivent les instructions).

Des articles enflammés du journal corporatif, « L'Emancipation », ayant pour titres : « Où veut-on en venir ? — La coupe déborde », avaient préparé les syndicats, et de nombreuses circulaires furent envoyées par les organisations.

Mais ce mouvement, d'une ampleur pourtant diminuée, inquiéta le Gouvernement. Dans la soirée du 3 novembre, il y eut une entrevue entre le ministre de l'Intérieur Dornoy et les dirigeants syndicaux, à la suite de laquelle la grève fut décommandée, par la voix des journaux et de la radio.

En certains endroits, le travail fut repris après une courte interruption ; en d'autres, l'ordre de grève fut intégralement appliqué.

Tout cela créa un certain malaise parmi les syndicats et, pour une mise au point nécessaire, une réunion du Conseil syndical central fut décidée pour le 12, à la Bourse du Travail.

Aussi, le vendredi 12, la salle Ferrer était pleine de délégués désireux d'entendre les explications et aussi de donner leur opinion. Mais, s'ils purent écouter Snodck dans le rôle d'accusateur de la Fédération, Jayat en accusé plutôt qu'en défenseur, et Mezières faire un exposé assez juste et donner sur la fameuse entrevue Dornoy des détails savoureux, ils ne purent, eux, s'exprimer librement, car les discours des vedettes durèrent jusqu'à 20 heures et la salle devait être libre à 20 h. 15. Une résolution toute prête accordant la confiance au Secrétariat des communaux fut lue et mise aux voix comme conclusion.

Devant les protestations de quelques cochons de payants, on fut bien obligé d'entendre quelques délégués. L'un de ceux-ci, de Champigny, reprocha à Snodck d'avoir passé sous silence la partie de l'ordre du jour de sa Section blâmant le Secrétariat central pour n'avoir pas établi une liaison suffisante avec les Sections, et estimant que, seule, la Fédération, qui avait déclenché le mouvement, était qualifiée pour donner l'ordre de surseoir à la grève, et non les journaux vendus à tous les Gouvernements qui se succèdent.

Il lui fut déposé un ordre du jour demandant l'aide pour les victimes de sanctions consécutives à la grève, la réforme des statuts fédéraux et exigeant la cessation immédiate des concessions accordées sans jamais consulter la masse des syndiqués, la fin des pourparlers secrets et des ententes cordiales avec les membres du Gouvernement et la pratique d'un syndicalisme lutte

de classes que ne paralyse aucune considération politique.

Cet ordre du jour ne fut pas mis aux voix. Dans le bruit du départ, alors que s'éteignaient les lumières, on fit adopter l'ordre du jour du Secrétariat.

Véritable escamotage qui sera relevé.

G. M.

CHEZ LES PEINTRES

Notre syndicat n'aura pas son auto !

Ainsi en ont décidé les gars de la corporation, à l'assemblée générale du 28 octobre.

C'est dommage ! Comme tout était bien préparé pour qu'aux prochaines élections, les non conformistes du conseil syndical soient virés de celui-ci. Comme on comptait sur la voiture pour faire la propagande ad-hoc ! Le plus malheureux de l'histoire, c'est le député qui devait nous refiler l'une des deux voitures qu'une maison lui vendait avec 40 % de rabais, à condition qu'il en achète au moins deux.

Pour faire avaler aux adhérents, l'achat d'une auto, on trouva comme prétexte la nécessité de faire une propagande continue dans tous les coins de S.-et-O. et de S.-et-M. afin de récupérer les trop nombreux camarades qui ont abandonné le syndicat. Ce fait se produisit d'ailleurs à Paris et sa banlieue immédiate, et non seulement dans notre corporation, mais aussi dans les autres corporations du bâtiment et des autres industries. Ce n'est pas l'achat d'une ou plusieurs autos qui fera revenir ces camarades. Le problème est plus sérieux et plus grave.

Il est étroitement lié à l'action du mouvement syndical tout entier. Dans notre corporation, la grosse majorité des compagnons avaient senti la nécessité d'être organisés, et ils avaient placés leur confiance dans notre syndicat parce que celui-ci les avait aidés à obtenir des avantages substantiels en juin 1936.

Mais depuis, il y a eu la pause, la paix sociale ! Cela n'a pas suffi aux milliers de gars qui sont venus à nous dans toute la simplicité de leur enthousiasme. Malgré cela, comme ce n'étaient pas des imbéciles, ils ont compris qu'on les dupait et ils sont partis. Ils n'ont pas raison, bien sûr ! Mais ils n'ont pas tous les torts. Un individu qui accepte d'adhérer à une organisation quelconque n'aime pas s'apercevoir qu'on le prend pour une machine à cotiser ; c'est ce qu'on a fait dans tous les syndicats, sans s'inquiéter de faire l'éducation syndicale des nouveaux adhérents. Ceux-ci ont trop pris l'habitude de se mettre en règle avec le syndicat comme on se met en règle avec la gendarmerie pour son fascicule de mobilisation. Et comme ce n'est pas encore une obligation officielle, les gars la négligent.

Le seul souci de la direction des peintres a été depuis un an, de maintenir, dans la mesure du possible, les « turbulents » de la corporation dans l'esprit de passivité et de soumission imposé par les dirigeants fédéraux et régionaux. D'autant plus que les turbulents obtenaient souvent une majorité sympathique dans les assemblées générales.

Dès le début, notre corporation s'est prononcée contre l'arbitrage obligatoire ; contre la reconduction des contrats ; contre le travail du samedi et du dimanche à l'Exposition ; contre la récupération des fêtes légales ; contre la gymnastique des grèves limitées ; bref, contre tout ce qui fut proposé par la région fédérale pour appuyer la politique de paix sociale. Mais si les peintres sont pour une politique syndicale de revendications et d'améliorations sociales, ils se rendent compte que leur corporation ne joue dans l'économie qu'un rôle de second plan. Et les peintres ne sont pas assez fous pour faire un mouvement à eux seuls, et qui ait des chances de réussir. Ils pensent aussi, que le bâtiment, à l'époque actuelle, est sérieusement handicapé pour faire cavalier seul. Puisque le patronat choisit cette fin d'année pour passer à l'action directe contre la classe ouvrière, il faut que celle-ci se lève toute entière d'un seul bloc, sans abstention d'aucune industrie et passe à l'offensive contre les forces d'exploitation et les pouvoirs publics qui les soutiennent.

Nous sommes une équipe de nouveaux, pas très au courant des ficelles syndicales. Sans avoir trahi Marx nous pensons que la lutte de classes est un fait inhérent au régime capitaliste, et que, par conséquent, la paix sociale est une chimère de vieilles filles philanthropes et charitables.

Nous ne parlons pas le jargon asiatique de certains de nos leaders ; c'est pour cela que nous comprenons mieux peut-être. Nous ne ten-

drons jamais la main aux jaunes des syndicats professionnels ou des syndicats chrétiens. Nous n'accepterons jamais de faire l'unité syndicale avec eux. Nous sommes quelques-uns à penser qu'il faut redresser le mouvement syndical ; le replacer sur son véritable terrain de lutte de classes. Exiger de la C.G.T. qu'elle rompe ses attaches avec les pouvoirs publics et le gouvernement de Front populaire. La C.G.T., si elle fait partie intégrante du F. P. en est le plus gros morceau ; si elle abandonne cette formation politique, cette dernière sera fort malade, et la C.G.T. respirera mieux.

Les compagnons peintres satisfaits de cette action nouvelle n'hésiteront pas à procurer à la direction syndicale, les moyens nécessaires pour mener victorieusement cette lutte et seront unanimes pour qu'une auto soit mise à la disposition des responsables.

Latour, membre du Conseil syndical.

DANS LE BATIMENT

Le meeting des chômeurs

Ce meeting organisé par l'union régionale fut en réalité un meeting du parti communiste ; il n'y a qu'à consulter la liste des orateurs qui y ont pris la parole.

Comme à l'habitude, il fut surtout question du Front populaire, et ces orateurs furent obligés de convenir que celui-ci était loin d'avoir réalisé ce qu'il avait promis.

Sur les 18.000 chômeurs officiels 2.000 s'étaient dérangés. Ils sont fatigués d'entendre toujours les mêmes boniments qui ne leur donnent pas beaucoup de boulot.

Toutefois fut très surpris de l'accueil qui lui fut fait à son arrivée au meeting, par un beaucoup plus « d'hystériques » qu'il ne veut bien le croire.

A signaler que pas un seul chômeur auditeur n'a pu prendre la parole ; ceux qui essayèrent de se faire inscrire essuyèrent un refus.

Voilà de la démocratie.

Ne soyez donc pas surpris si l'opposition grandit.

Nous avons jours sont finis, après les fleurs, les épines. Vous n'avez que ce que vous méritez. Vous nous avez insultés et menacés depuis dix-huit mois, cela ne pouvait durer éternellement.

Aujourd'hui, nos camarades chômeurs vous ont donné une petite leçon ; demain, ce sera dans les assemblées de syndicat.

Votre attitude ne peut continuer ; ou bien le mouvement syndical retomberait plus bas qu'il n'a déjà été.

La base veut avoir la liberté de s'exprimer. Il y a trop longtemps que vous êtes dans vos sinécures, si vous ne voulez pas entamer l'action nécessaire pour garantir des responsabilités, laissez la place à d'autres.

Le prolétariat n'a rien à attendre du gouvernement ainsi que du rassemblement populaire.

Il faut reprendre le mouvement syndical où nous l'avons laissé en juin 1936.

Tout pour le Syndicat et par le Syndicat.

Petit.

DANS LA CHAPELIERIE

Une offensive patronale est déclenchée dans la chapellerie contre l'application des 40 heures. Bien entendu, l'opposition des patrons à l'application de la loi n'a pas une allure ouverte. Elle affecte la forme de modifications, de dérogations en se basant sur le caractère spécial de notre corporation. Il faut savoir que la chapellerie est un métier saisonnier. Les patrons en profitent pour proposer un système de répartition des heures de travail sur toute l'année qui annihilerait dans une bonne mesure les avantages de la loi, et particulièrement les deux jours de repos consécutifs, que nous avons eu tant de mal à obtenir.

Les patrons ne veulent pas tenir compte de ce fait capital qu'il y a dans notre industrie des centaines de chômeurs. Vouloir exiger, comme ce serait le cas avec leur système, des heures supplémentaires sans les payer est une autre absurdité pour ne pas dire plus.

Aussi la commission d'études du syndicat a été unanime à repousser ces propositions. Notre force syndicale est prête à lutter contre cet état de choses. Les ouvriers chapelliers sont décidés à entrer en action quand il le faudra. Ils sont prêts à la lutte. Que les patrons de la chapellerie le sachent.

Jean Rodé.

DANS
LA
BATISSE

Les syndicats ne doivent pas être des tremplins pour politiciens

Pour l'édification des « Gars du bâtiment » je vais relater les différentes phases des négociations effectuées par nos responsables syndicaux pour obtenir le résultat désirable que nous connaissons. Nous pourrions constater que les déclarations énergiques ne manquent certes pas. Il est vrai que les protestations ne sont pas fatigantes à écrire et surtout pas gênantes pour le gouvernement de Front Populaire.

La comédie a commencé le 6 octobre, par une réunion de la C.E. de l'Union des Syndicats de la R.P. pour examiner les problèmes de la vie chère, des 40 heures et de la production. La C.E. décide une manifestation, elle demande avec la plus grande instance qu'avant la fin de la semaine qui suit, il soit au plus tard procédé pour les métaux et le bâtiment à la désignation des surarbitres dont la sentence définitive devrait être prononcée dans la huitaine suivante (Peuple du 8 octobre).

Le 13 octobre, une délégation se rend (Peuple du 15/10) auprès du camarade Février, ministre du F. P., qui prend l'engagement de faire le nécessaire pour que la sentence pour le bâtiment et la métallurgie soit rendue avant la fin de la semaine. (Engagement tenu comme on a pu le constater, il est vrai que la parole d'un ministre, on en connaît la valeur depuis longtemps).

Le 15 octobre, à la C.E., déclarations textuelles (Peuple du 17 octobre) : « Nous réclamons avec force que l'on tienne compte de la date de la demande pour donner aux ouvriers la rétroactivité. Il faut que la sentence soit rendue jeudi. Les ouvriers n'ont aucune responsabilité dans cette lenteur que l'on peut dire pour le moins, inadmissible, et ils ne comprendraient pas, après avoir attendu plus de quatre mois, qu'en guise de récompense, ils soient lésés dans leurs salaires. » (Je crois que comme rappel, il vaut mieux ne pas insister, et que pour comprendre, on a compris.)

Le 20 octobre, communiqué sur le Peuple : « L'ensemble des militants a profondément regretté que le ministre de l'Intérieur n'ait pas cru devoir autoriser cette manifestation place de la Nation, comme la demande en avait été effectuée. » (Voilà comment on entere une manifestation avec des regrets, mais sans couronne, pour la remplacer par un pique-nique à Vincennes.)

En compensation (Peuple du 22 octobre), l'U. des S. de la R. P. organise une grande fête à la Mutualité. Elle veut que les loisirs donnent satisfaction à tous, de la gâté de la musique ; des chants ! du comique ! Textuel. (Il aurait été normal de charger les chômeurs et les grévistes de l'organisation de la fête en ce qui concerne la musique et les chants.)

Le 23 octobre : « Nous protestons (signé Raynaud) contre le fait que les sentences promises pour jeudi 21 octobre ne sont pas encore rendues et déclinent toutes responsabilités quant aux conséquences que ne manqueraient pas d'avoir la prolongation de cette situation. »

Le 2 novembre (Peuple du 3/11) : « Les mem-

bres des conseils syndicaux du bâtiment protestent, proposent d'élever leur protestation publique et de manifester à la même occasion. Ils demandent à tous les ouvriers de faire preuve de la plus grande discipline » (comme au régime).

Le 3 novembre, Toudic expose les raisons qui ont conduit les conseils syndicaux à prévoir une manifestation, mais à en limiter la forme à une démonstration qui se déroulerait à la sortie du travail.

Toute cette littérature, en quoi nous a-t-elle été utile ?

Nous sommes à la fin de novembre, le renouvellement des contrats collectifs ne donne pas du tout l'impression d'être bien étudié. Pendant que l'on nous amusait avec les 6 %, est-ce que nos « pontifes » n'auraient pas envisagé de nous faire la répétition du même procédé qu'au mois de juin dernier ?

Dans les assemblées syndicales du bâtiment en général et dans les assemblées mensuelles des cimentiers en particulier, on a tendance à considérer le renouvellement des conventions, les grands travaux, l'échelle mobile, le contrôle de l'embauchage et du débouchage, comme autant de sujets brûlants que l'on n'aborde que superficiellement et au futur. Dans les deux dernières assemblées des cimentiers, les débats ont roulé presque exclusivement sur une affaire de chauffeur et sur une audition de Racamond qui nous a fait envisager la pension des spéculateurs, mais pour l'avenir, ce qui demandera, au train où nous allons, plusieurs milliers de motions, de résolutions et de discours.

Il y a pourtant des sujets importants à traiter en assemblée ne serait-ce que pour poser des questions. Par exemple : en vertu de quelle autorisation le secrétaire Laurent est-il parti prendre des vacances supplémentaires à Moscou dans une période aussi tendue qu'actuellement ? Nous comprenons difficilement qu'un responsable du syndicat s'arroge le droit de faire un voyage de trois semaines dans un but politique sans la résolution prise d'avance d'approuver sans réserve tout ce qu'il verra ou ne verra pas.

Pour admirer des défilés militaires, il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin, à Paris on fait aussi bien, les tanks y sont aussi remarquables et les officiers autant galonnés, autant décorés et animés du même esprit de collaboration et de fraternité envers les ouvriers.

Camarades, nous mettons tout en œuvre pour que cette situation change. Travaillons pour avoir des syndicats dégagés de toute influence politique. Les syndicats n'ont pas été organisés pour servir de tremplin à l'ambition de politiciens, ni à être le prolongement d'une sacristie ou l'antichambre du Parlement. Luttons pour la liberté des rééligibilités. Exigeons une organisation syndicale avec des responsables véritablement soucieux de l'intérêt des ouvriers et nous pourrions arracher au régime capitaliste le maximum de revendications avec comme but final la révolution sociale.

Lefevre.

DANS LES BOITES & SUR LES CHANTIERS

CITROEN (Félix Faure)

La grève n'aura pas lieu

Jeudi 4 novembre, aux usines Citroën (Félix Faure), les ouvriers débrayèrent pour un délégué licencié de 7 h. 40 jusqu'à midi. Après déjeuner, on fit reprendre le travail, des pourparlers étant engagés avec la direction. Celle-ci répondit qu'elle ne reprendrait pas le délégué. Nouveau débrayage. A une majorité écrasante les ouvriers se prononcèrent pour la grève et celle-ci devait servir à épauler en même temps pour l'obtention des 12 %.

Mais survint Bérédet. Après une arrivée théâtrale, il déclara : A quelque chose près, une moitié se prononça pour la grève et l'autre, contre.

Naturellement, le cas était litigieux, mais Beaumont, délégué général, eut une « idée » : faire mettre à gauche les partisans de la grève, à droite, ceux qui sont contre. Cette mascarade eut pour effet de nous dresser en deux camps adverses prêts à s'affronter ; nous n'étions plus qu'une minorité, favorable à la grève. Par ce « vote », on risquait d'être vus par les chefs et comme on ne tient pas à se faire repérer... C'est alors qu'à 11 heures 30, la rage au cœur, l'équipe du soir dut reprendre le travail écumant de l'attitude de Bérédet, (qui fut traité de vendu) et de Beaumont qui alla jusqu'à traiter un partisan de la grève de saboteur.

Un ex-communiste...

CHEZ LAVALETTE

Lundi dernier, la direction de chez Lavalette, licenciait un camarade coupable d'avoir — pendant l'heure de démonstration du 9 — distribué à l'atelier le numéro du « Métallo ».

Les ouvriers réagirent immédiatement. Le débrayage fut immédiat et total. A la direction ne voulant pas lever la sanction, l'occupation des locaux fut décidée. A l'heure où nous écrivons, une délégation accompagnée de Doury et Timhaut discute à la direction. Nous ne pouvons prévoir la décision qui sera prise. Si nos camarades n'ont pas satisfaction, et qu'ils décident de continuer l'occupation, ils doivent pouvoir compter sur la solidarité de tous les métaux.

L'attaque de la direction Lavalette est faite en plus.

La riposte ouvrière doit être puissante. Au moment où vont commencer les discussions des conventions collectives, il faut que le patronat sache qu'il va trouver devant lui un bloc uni et puissant. Et si, pour que la discussion se fasse sur de meilleures bases, il faut que les ouvriers soient à l'intérieur des usines ; ils y seront.

Il y a aussi pour manifester leur solidarité envers les camarades de chez Lavalette. Pas un ne faillira à ce devoir.

Un groupe de Métales.

CHEZ SOOLS

Depuis le 11 juin, aux magasins du « Maître

MM. Solinsky Frères, contrairement aux décisions prises par une Commission paritaire, puis par une Commission de conciliation, qui autorisait seulement une diminution du nombre d'heures (ce à quoi les ouvriers ont consenti) n'ont pas hésité à fermer leurs ateliers, ceci sans motif. Ils ne peuvent pas arguer du manque de travail, début de la saison d'été. Alors que les voyageurs étaient partis depuis quelques jours, afin d'arrêter tout trafic, ils les ont rappelés par télégramme, alors qu'ils prenaient des commandes de 30 à 80 douz. de casquettes par client. Ils ne peuvent pas arguer non plus du manque de bénéfices. Ainsi, en l'espace de six ans, le leur a connu dix voitures : la glupart, des voitures de marque. La maison Sools n'a pas hésité à jeter ainsi sur le pavé, environ 70 personnes hommes ou femmes, parmi lesquels se trouvaient des pères et mères de famille, l'un d'eux avait même une femme et quatre enfants. Mais qu'importe à Messieurs Solinsky si les autres « meurent de faim » pourvu qu'eux aient le superflu, et quel superflu...

CONVOICATIONS SYNDICALES

◆ Cercle d'Etude Syndicaliste. Lutte de Classes : Réunion à 21 heures, salle Dumuis, 67, rue de Ménilmontant, demain 19 novembre.

◆ Le Cercle d'Etude Syndicaliste de Stains organise pour le jeudi 25 courant, à 20 h. 30, salle du Foyer, avenue Hainguerlot, une conférence sur les contrats collectifs : 1° Ce qu'ils sont ; 2° Ce qu'ils devraient être. Invitation cordiale à tous ceux que cela intéresse. — Le Secrétaire : François ROSE.

◆ Aux militants syndicalistes. — Les camarades terrassiers, puisatiers, mineurs, tubistes, poseurs de rails, mécaniciens de chantiers, etc., sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le samedi 20 novembre, à 9 h. 30, salle Bonvin, square Parmentier, 7, rue Lecharrière, Paris-11^e (Métro : Parmentier ou Voltaire).

Ordre du jour : Formation du Cercle Syndicaliste Lutte de Classes ; examen général de la situation corporative. — Pierre DICHAMP.

ASSEMBLEE GENERALE DES MEMBRES DES GROUPES D'USINES DE LA R. P.

Le samedi 20 novembre, à 14 h. 30, salle des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau.

Ordre du jour

Compte rendu du Congrès de l'U.A. Présence indispensable de tous les camarades.